



Organisation
internationale
du Travail

Rapport
annuel

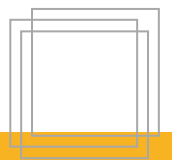
20
18



FINANCE SOLIDAIRE

Rapport
annuel

20
18



FINANCE SOLIDAIRE



Copyright © Organisation internationale du travail 2019

Première édition 2019

Les publications du BIT jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du Protocole 2 annexé à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante : Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel : pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Les bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Finance solidaire Rapport annuel 2018 / Bureau international du travail - Geneva: ILO, 2019

ISBN Français (web pdf) 978-92-2-133434-7

Bureau international du travail

Egalement disponible en anglais, Annual Report 2017 (ISBN 978-92-2-133431-6 (version imprimée) et ISBN 978-92-2-133432-3 (version web pdf)), Genève, 2018, et en espagnol, Informe anual 2018 (ISBN 978-92-2-133436-1 (version web pdf)), Genève,

Données bibliographiques BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, conformes à la pratique des Nations unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières.

Les opinions exprimées dans les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le BIT y souscrit. La mention ou la non-mention d'entreprises ou de produits ou procédés commerciaux donnés n'implique de la part du BIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du BIT peuvent être obtenues dans les principales librairies et auprès des bureaux locaux du BIT dans de nombreux pays, ou directement auprès de Publications du BIT, Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Les catalogues et listes des nouvelles publications sont disponibles gratuitement à l'adresse ci-dessus ou par courriel : pubvente@ilo.org

Visitez notre site web : www.ilo.org/publns

Photo de couverture: © Gnim Zabdiel Mignake

Imprimé en Suisse

Cette publication a été réalisée par le Service de production, impression et distribution des documents et publications (PRODOC) du BIT.

Création graphique, conception typographique, mise en page, impression, édition électronique et distribution.

PRODOC s'engage à utiliser du papier issu de forêts gérées dans le respect des principes d'écologie durable et de responsabilité sociale.

Code: CHD-REPRO-DISTR

SOMMAIRE

PRÉFACE	2
NOTRE APPROCHE POUR PRODUIRE DE L'IMPACT	4
MESURER NOS PROGRÈS	6
1 INCLUSION FINANCIÈRE	7
2 PROGRAMME <i>IMPACT INSURANCE</i>	17
3 INVESTISSEMENT DURABLE	31
BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES	36
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	40
SUPPORTS DE CONNAISSANCES EN 2018	41
L'ÉQUIPE	44
LES COLLABORATEURS ASSOCIÉS DU PROGRAMME <i>IMPACT INSURANCE</i>	47

PRÉFACE

Les banques doivent choisir une nouvelle voie. Elles doivent reconnaître que la santé de leurs activités est indissociable de la prospérité à long terme de leurs clients et de leurs communautés et d'une croissance économique locale et mondiale durable. Elles doivent mettre leur formidable capacité d'innovation au service du financement de solutions de consommation et de solutions sociales et environnementales qui soient profitables à la société tout en offrant des opportunités d'investissement de plus en plus avantageuses pour les capitaux privés.

- Michael Porter, Harvard Business School



Les propos de Michael Porter sont-ils trop beaux pour être vrais ? Peut-être, mais ils traduisent une vision convaincante de la manière dont les prestataires de services financiers – comme les fonds d'investissement, les banques et les compagnies d'assurance – devraient utiliser leurs ressources : non seulement pour assurer un meilleur rendement à leurs actionnaires, mais aussi pour contribuer à servir l'intérêt commun. C'est en tout cas l'aspiration des Objectifs de développement durable, qui visent à associer le secteur privé, notamment le secteur financier, à la réalisation d'une série d'objectifs de développement.

En raison de sa structure tripartite, l'OIT a pour partenaires habituels les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs. Cependant, ce ne sont pas les seuls acteurs engagés dans la promotion du travail décent et capables d'agir en sa faveur. De fait, si l'OIT souhaite accroître son efficacité, il est important qu'elle mobilise d'autres acteurs afin de contribuer à la création de plus d'emplois de meilleure qualité. Parmi ceux-là, peu d'acteurs sont aussi puissants et influents que ceux appartenant au secteur financier et ne jouissent d'un levier d'action similaire.

Bien sûr, certaines parties prenantes sont sceptiques quant à la capacité du secteur financier à contribuer à un programme de développement, ou du moins quant à ses motivations, et ce scepticisme est certainement justifié. Après la crise financière d'il y a dix ans, l'économie mondiale reste fragile, et les institutions financières ne sont pas connues pour leur générosité. Mais, pour la plupart d'entre elles, nous n'attendons pas de la bienveillance ; à la place le programme Finance solidaire de l'OIT collabore avec le secteur financier pour examiner comment ce dernier peut contribuer à l'Agenda pour le travail décent par le biais d'une approche privilégiant un triple objectif combinant rentabilité financière et effets sociaux et environnementaux positifs.

Par exemple, en intégrant le principe du travail décent dans leurs services aux petites et moyennes entreprises et dans leurs transactions avec ces entreprises, les institutions financières peuvent apporter une contribution positive au monde du travail, en créant des emplois, en améliorant la productivité mais aussi la sécurité et la santé au travail, en encourageant la formalisation des activités commerciales et en contribuant à réduire le travail des enfants. De même, les fonds d'investissement peuvent utiliser leur processus de *due diligence* non seulement pour choisir les entreprises dans lesquelles investir, mais aussi pour développer un plan d'action visant à améliorer les conditions de travail dans ces organisations. Dans les deux cas, les prestataires de services financiers peuvent contribuer aux objectifs de développement sans compromettre les rendements financiers. En réalité, nous pensons même qu'adopter des approches incluant une composante sociale permettra aux institutions financières d'améliorer leurs rendements financiers à long terme.

Pour obtenir des résultats en matière de travail décent, il peut être nécessaire pour les institutions financières d'élargir leurs relations avec leurs clients et d'offrir une gamme de services à la fois financiers et extra-financiers, tels que la formation à l'entrepreneuriat ou l'éducation financière. Pour les investisseurs, il peut s'agir de fournir une assistance technique en complément du financement ; les assureurs peuvent quant à eux fournir des services à valeur ajoutée qui offrent des prestations aux clients même au-delà de la prestation d'assurance standard liée à l'occurrence d'un événement particulier comme par exemple la mise à disposition de bulletins météorologiques ou des certaines remises sur des médicaments.

La capacité du secteur financier à contribuer à l'amélioration des conditions de travail et à exercer une influence positive sur l'avenir du travail s'est considérablement accrue avec la révolution digitale. L'émergence des méthodes de paiements et de transferts mobiles et des services bancaires en ligne offre au secteur financier la possibilité d'atteindre des segments de marché jusqu'ici délaissés. De nouvelles plateformes de paiement relient également les entrepreneurs locaux aux clients du monde entier, facilitant ainsi l'expansion de certains segments de la *gig economy*. D'un autre côté, ces opportunités prometteuses peuvent également présenter des risques importants pour les utilisateurs de ces plateformes. Il faut donc faire preuve de prudence et s'assurer que la technologie contribue effectivement à la réalisation des objectifs de développement.

Si la capacité du secteur financier à catalyser le développement économique est réelle, il est cependant nécessaire d'encourager ses acteurs à contribuer de manière plus significative aux objectifs de développement. Le secteur financier doit également être correctement réglementé pour réduire la probabilité d'une nouvelle crise. A cette fin, le programme Finance solidaire continue de collaborer avec trois ensembles d'institutions financières – banques, investisseurs et assureurs – et avec les décideurs politiques, afin d'accroître la contribution du secteur financier à la justice sociale et au travail décent.



CRAIG CHURCHILL
Chef du programme Finance solidaire de l'OIT

NOTRE PROCESSUS POUR PRODUIRE DE L'IMPACT

TROIS INITIATIVES INTERDÉPENDANTES

TESTER DE NOUVELLES APPROCHES

Apprendre à innover avec les acteurs clés pour repousser les frontières des services financiers et rendre leur impact plus équitable



- Accompagner les projets d'innovation de prestataires de services leaders
- Maintenir des partenariats avec des groupes de réflexion
- Entreprendre des évaluations ciblées
- Mener des projets de recherche-action



RENFORCER LES CONNAISSANCES ET LES CAPACITÉS

Documenter les enseignements et les traduire en solutions pratiques, jouer le rôle de centre de ressources international et renforcer les capacités des acteurs clés



- Développer un programme et des outils de formation basés sur la pratique
- Coordonner l'apprentissage entre pairs et les communautés de pratique
- Créer une infrastructure durable de renforcement des capacités : apprentissage en ligne et partenariats avec les prestataires de formation locaux et régionaux
- Héberger l'un des plus grands centres de ressources au monde sur l'inclusion financière



ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT D'UN SECTEUR FINANCIER ÉQUITABLE



- Faciliter la coordination des différents acteurs
- Renforcer les prestataires de services financiers par des fonds de soutien à l'innovation, par la formation et l'assistance technique
- Stimuler la demande en renforçant la confiance dans les services financiers
- Permettre aux utilisateurs de services financiers de prendre des décisions financières éclairées grâce à l'éducation financière
- Encourager les investisseurs à prendre en compte l'impact social et environnemental de leurs investissements
- Promouvoir un environnement favorable

PRINCIPES DIRECTEURS

INDICATEURS DE RÉUSSITE

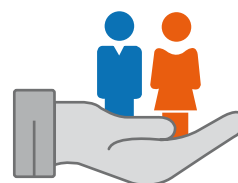
LEADER
DES SOLUTIONS
ORIENTÉES
SUR LES
CONSOMATEURS

GUIDÉ PAR
LES PRATIQUES ET
L'APPRENTISSAGE
EXPÉRIENTIEL

CATALYSÉ PAR
DES PARTENARIATS
SOLIDES



Portée atteinte



Valeur garantie pour le client



Portée atteinte



Solutions partagées



Développement accéléré
du secteur

MESURER NOS PROGRÈS

Au cours de l'année 2018, nous avons continué à encourager les approches innovantes de certaines des problématiques les plus importantes auxquelles est confronté le secteur financier, puis nous avons partagé ces idées avec les acteurs intéressés. Voici quelques-uns des indicateurs qui illustrent les résultats impressionnants que nous avons obtenus auprès des professionnels de la finance solidaire et de l'assurance, ainsi qu'auprès de leurs clients.

Nous avons soutenu l'extension de services financiers responsables à plus d'un million de clients

En 2018, nos projets en cours ont touché près d'un million de ménages à faibles revenus, de petites exploitations agricoles et des micro et petites entreprises, principalement en Afrique. Au total, les organisations que nous avons soutenues depuis 2008 ont servi plus de 4,2 millions de clients.

Nous avons partagé des solutions innovantes avec plus de 140 000 acteurs.

Depuis 2008, nous avons partagé nos connaissances et notre expérience du secteur financier avec plus de 496 000 acteurs à travers le monde, à qui nous avons apporté des solutions innovantes aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Dans la seule année 2018, nous avons touché plus de 140 000 acteurs (dont 40 % de femmes), dont 3 700 par le biais d'interactions directes à l'occasion de formations, d'événements et de webinaires par exemple. Le reste se compose d'abonnés et de personnes touchées par le biais de notre site web et des médias sociaux. Comme l'illustrent les Figures 1 et 2, la répartition géographique des personnes touchées est assez équilibrée, de même que la répartition par type d'acteurs.

FIGURE 1. PERSONNES TOUCHÉES, PAR RÉGION

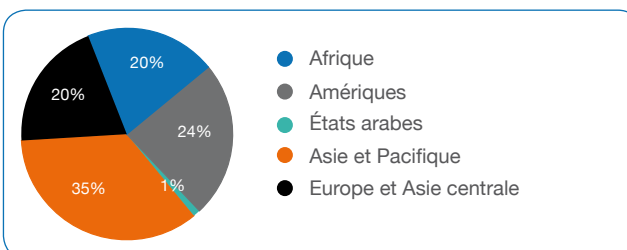
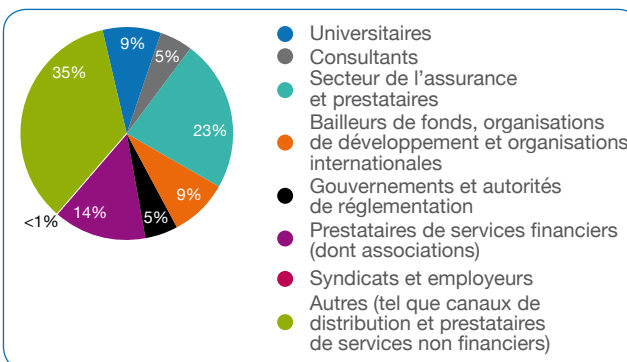


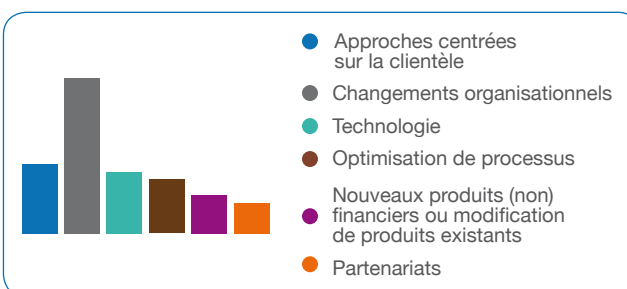
FIGURE 2. PERSONNES TOUCHÉES, PAR TYPE DE PUBLIC



Nous avons amélioré les pratiques de 48 organisations

En 2018, 48 organisations ont déclaré avoir amélioré leurs pratiques grâce au travail que nous avons réalisé avec elles, soit pour renforcer leurs capacités, soit dans le cadre de projets menés en partenariat. Les résultats, résumés dans la Figure 3, se répartissent entre des changements dans la structure organisationnelle, l'introduction d'un nouveau produit ou encore des améliorations de processus existants.

FIGURE 3. TYPES D'AMÉLIORATIONS APPORTÉES



Nous avons contribué à faire progresser l'élaboration des politiques.

En 2018, nous avons conseillé des banques centrales et d'autres institutions gouvernementales dans au moins sept pays sur leurs politiques ou stratégies nationales en matière d'inclusion financière, d'éducation financière et de finance rurale. En outre, nous avons soutenu des associations sectorielles telles que la Social Performance Task Force, la Plateforme européenne de la microfinance et le Microinsurance Network, ainsi que les dirigeants et les groupes d'experts d'organisations telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.



1 INCLUSION FINANCIÈRE

La promotion de la justice sociale est au cœur de la mission de l'OIT. Appliquée au secteur financier, les projets d'inclusion financière s'articulent autour de cet objectif. Leur but est de garantir que toutes les personnes, quels que soient leurs revenus ou leur statut social, aient accès à des services financiers de qualité et sachent comment les utiliser. La promotion de marchés financiers inclusifs requiert l'implication de trois grands groupes d'acteurs : (1) les décideurs et les régulateurs, (2) les institutions financières, dont les banques et les institutions non bancaires telles que les institutions de microfinance, et (3) les clients et utilisateurs potentiels des services financiers.

FIGURE 4. LES TROIS GRANDS TYPES D'ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA PROMOTION DES MARCHÉS FINANCIERS INCLUSIFS





Les participants au travail pendant la formation "Education financière: conception et mise en œuvre de programmes à l'intention des décideurs et des praticiens".

Collaboration avec les décideurs

Stratégies nationales d'éducation financière.

Pour faire progresser la finance inclusive, il est essentiel de créer un environnement qui permette au secteur financier d'atteindre les segments de marché mal servis. Cette année, l'OIT a lancé un nouveau programme de formation fondé sur l'expérience, les enseignements et les bonnes pratiques d'une grande variété d'acteurs et d'institutions à travers le monde en matière d'éducation financière. La formation intitulée « Éducation financière : conception et mise en œuvre de programmes à l'intention des décideurs et des opérateurs » s'appuie sur plus de 15 ans d'expérience de l'OIT et de son Centre international de formation sur la question de l'éducation financière, ainsi que sur la pratique d'autres institutions et opérateurs de premier plan.

Avec le concours de 26 participants issus de 15 pays, parmi lesquels des décideurs politiques de Géorgie, d'Indonésie, de Jordanie, du Maroc, du Nigéria, des Philippines et de Zambie, nous avons travaillé à l'élaboration d'un programme d'éducation financière et passé en revue les cadres actuellement en place dans ces pays.

La formation visait à analyser les dispositifs institutionnels et de gouvernance, à comprendre la segmentation de la clientèle et à étudier le rôle des partenariats dans la conception et la mise en œuvre d'un programme d'éducation financière. Au cours de la formation, les participants ont conçu des stratégies d'éducation financière pour leurs groupes cibles respectifs et préparé des plans d'action prêts à être discutés et développés dans leurs pays respectifs. [La prochaine session](#) aura lieu du 7 au 11 octobre 2019.

ENCADRÉ 1: ÉDUCATION FINANCIÈRE : CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES À L'INTENTION DES DÉCIDEURS ET DES OPÉRATEURS – COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS À LA FORMATION MARIAM – BANQUE NATIONALE DE GÉORGIE, DÉPARTEMENT DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

Mariam – National Bank of Georgia, Consumer Protection and Financial Education Department

« En Géorgie, nous sommes en train d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie nationale d'éducation financière et je pense que les connaissances pratiques et les outils que nous avons acquis ici nous seront très utiles. Je recommanderais cette formation à tous les décideurs qui s'intéressent à l'inclusion financière ou qui réfléchissent à la mise en œuvre de leur stratégie nationale d'éducation financière. »

Abubakar – Banque centrale du Nigéria, Division de l'éducation des consommateurs

« Cette formation est vraiment intéressante. J'ai appris énormément de choses. Dès mon retour au Nigéria, je mettrai en pratique plusieurs enseignements. Je recommanderais sans hésitation cette formation à mes collègues et à toute personne intéressée par l'éducation financière. »

Autonomisation des femmes. Depuis plusieurs années, l'OIT et la Banque centrale de Zambie (BoZ) travaillent ensemble pour promouvoir des produits financiers adaptés aux besoins des femmes entrepreneurs, à l'aide du [dispositif FAMOS Check](#) (*Female And Male Operated Small Enterprises*) de l'OIT. Le principal objectif de cette collaboration est d'améliorer la capacité du personnel de la BoZ et d'autres institutions financières zambiennes à traiter avec les femmes entrepreneurs, qui sont souvent privées d'accès aux services financiers faute de prise en compte des problématiques de genre et des besoins spécifiques des femmes par le secteur financier. En 2018, une évaluation de cette collaboration a montré qu'environ 150 membres du personnel de la BoZ et du secteur bancaire avaient été formés à l'utilisation du système FAMOS Check. Les institutions financières ont amélioré leurs politiques, revu leurs stratégies de communication, adapté leur offre de produits et ont ainsi réussi à toucher plus efficacement les femmes. Les résultats de l'étude, qui aborde aussi les difficultés rencontrées, seront publiés en tant que document de travail conjoint avec l'[Alliance pour l'inclusion financière](#) (AFI) en 2019.

Sur la base de ces résultats positifs en Zambie, l'OIT a entamé des discussions similaires avec la Banque centrale d'Égypte (CBE), afin d'améliorer l'inclusion financière des femmes en Égypte. L'OIT a aidé les deux banques cen-

trales à partager leur expertise (un exemple de partage des connaissances Sud-Sud) ; ce processus d'échange a commencé avec la présentation par la BoZ de son expérience du système FAMOS Check lors d'un événement sur l'inclusion financière des femmes organisé par la CBE en décembre 2018.

Performance sociale. Pour augmenter la probabilité d'une contribution du secteur financier à la réalisation d'objectifs sociaux, un bon moyen consiste à gérer et à évaluer la performance sociale des institutions financières. Pour améliorer l'efficacité de la gestion des performances sociales, l'OIT et la [German Academy of Cooperatives](#) ont cofondé un nouveau groupe d'action sur le développement des ressources humaines sous les auspices de la Plateforme européenne de la microfinance. L'objectif du groupe est de contribuer à intégrer le développement des ressources humaines dans les bonnes pratiques commerciales des institutions de microfinance. Les travaux du groupe d'action arrivent à point nommé, car ils alimenteront le processus de révision des Normes universelles de gestion de la performance sociale (USSPM), qui débutera en 2019. Pour contribuer à cet exercice, l'OIT prépare trois documents de travail sur la dimension « Traiter les employés de manière responsable ». Ils seront rédigés par [Microfinanzas Rating](#).

Collaboration avec les institutions financières

Combinaison de services financiers et non financiers.

La majeure partie de notre travail dans le domaine de l'inclusion financière consiste à travailler directement avec les institutions financières. L'une de nos initiatives les plus ambitieuses est le projet PROMISE IMPACT en Indonésie, financé par le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie suisse), qui consiste à travailler avec 13 prestataires financiers pour tester des « services groupés ». Ces prestataires comprennent des banques rurales, des banques de développement et des coopératives de crédit et d'épargne. Afin d'améliorer la valeur ajoutée des services proposés à leurs clients et de contribuer davantage au développement des entreprises, nos partenaires ont accepté d'offrir des services de développement d'entreprise à leur petites entreprises clientes en plus des services financiers qu'ils offrent déjà. Alors que l'impact de l'offre de services de développement des entreprises et de services financiers a souvent été évalué séparément, PROMISE IMPACT s'efforce de mesurer l'impact de l'offre combinée de ces services. Dans cet objectif, plus de 5 000 petites entreprises ont été choisies au hasard parmi les clients des 13 prestataires de services financiers. Les entreprises ont été divisées en trois groupes de traitement, comptant au total 3 785 clients, tandis que 1 897 entreprises ont été affectées à un groupe témoin à des fins de comparaison.

Bien qu'il soit trop tôt pour produire des résultats quantifiables, les rapports des prestataires de services financiers font état d'une plus grande implication dans les échanges entre les clients et le personnel des institutions. D'après les témoignages, du côté de la demande les clients sont prêts à mettre en pratique de nouvelles

connaissances, et montrent certains signes de changement de comportement. Par exemple, certains clients épargnent maintenant davantage et ont commencé à séparer le budget de leur entreprise du budget de leur ménage. Les agents de crédit ont également signalé des exemples de clients qui utilisaient de nouveaux canaux de distribution de leurs marchandises, par exemple par le biais de plateformes de commerce électronique.

Du côté de l'offre, l'hypothèse est que l'offre de services non financiers peu coûteux et efficaces peut se financer par la réduction des pertes sur prêts et par la fidélisation accrue de la clientèle. A ce stade, on observe déjà un changement important parmi les prestataires de services : plusieurs d'entre eux font maintenant plus d'efforts pour comprendre non seulement les besoins de leurs clients, mais aussi les secteurs dans lesquels ces clients opèrent et les opportunités pour eux d'étendre leurs services. La relation entre les prestataires de services et leurs clients passe progressivement d'une relation transactionnelle à une relation de partenariat, ce qui devrait permettre de fidéliser davantage les clients et, à long terme, d'accroître le volume d'activité des institutions financières.

Au niveau politique, l'Autorité des services financiers ou Otoritas Jasa Keuangan (OJK) et le ministère des Finances participent également au projet. Le fait d'impliquer les décideurs politiques dès le début a permis de leur démontrer l'intérêt d'une approche alternative pour le financement des petites entreprises. Outre la production de données probantes via les projets pilotes, le projet a eu pour effet de sensibiliser les décideurs quant à l'existence de moyens alternatifs en vue de financer les petites entreprises opérant dans les secteurs de la production.



Notre projet "PROMISE IMPACT": travailler directement avec des institutions financières en Indonésie pour combiner des services financiers et non financiers.

Les enseignements tirés du projet aident maintenant les décideurs à concevoir des programmes nationaux, tels que Kredit Usaha Rakyat (KUR) et UltraMikro (UMI). Par l'intermédiaire du programme KUR, le gouvernement s'efforce d'atteindre les petites entreprises en fournissant des garanties partielles de crédit et des bonifications d'intérêts aux banques participant au programme. Le programme UMI cible quant à lui les microentreprises en accordant une ligne de crédit aux coopératives d'épargne et de crédit pour leur permettre d'octroyer des prêts aux petites entreprises à un taux d'intérêt intéressant. PROMISE IMPACT conseille également les décideurs politiques sur les mesures à prendre pour minimiser les distorsions du marché, mieux contrôler les dispositifs nationaux et intégrer les performances sociales.

Solutions intégrées de gestion des risques.

Les petites entreprises et les travailleurs à faibles revenus sont plus vulnérables aux risques que le reste de la population, et pourtant ils sont les moins aptes à faire face aux crises. De nombreux chocs – comme la maladie ou le décès d'un soutien de famille, le vol ou le dysfonctionnement d'actifs productifs et la destruction causée par les catastrophes – réduisent les revenus, tout en créant le défi supplémentaire de nouvelles dépenses. Ces circonstances conduisent les travailleurs à faibles revenus à prendre une série de mesures préjudiciables, comme vendre leurs biens, emprunter à des taux défavorables, réduire leur consommation alimentaire ou déscolariser leurs enfants. Ces stratégies d'adaptation ont des implications à long terme en termes de persistance de la pauvreté, de surendettement, de malnutrition et de moindre qualification de la main-d'œuvre. Pour relever ce défi complexe, il est nécessaire d'adopter une approche de gestion du risque plus intégrée.

Les institutions financières doivent innover et offrir des solutions intégrées combinant différentes formes de protection – par exemple un dispositif d'épargne régulière associé à un prêt d'urgence que l'on peut solliciter en cas de réalisation d'un risque. Si ces produits incluent une composante d'assurance pour les événements coûteux mais peu fréquents, ainsi que des mesures de prévention de base pour réduire l'exposition du ménage au risque, l'impact potentiel des services financiers sera beaucoup plus important.

Certains de ces produits intégrés sont à l'essai, en particulier ceux qui ciblent spécifiquement les risques pour la santé, comme l'illustre un [document récent intitulé « Inclusion financière et santé »](#). Cependant, peu d'organisations ont développé des produits qui combinent l'épargne, le crédit et l'assurance.

Dans le cadre d'un [nouveau partenariat avec The Prudential Foundation](#), lancé en 2018, l'OIT aide cinq institutions financières aux Philippines, en Indonésie et en Inde à mettre en œuvre une solution intégrée de gestion des risques pour leurs clients. L'objectif est de tester comment ces solutions, qui utilisent la technologie numérique, peuvent améliorer la capacité des clients à gérer les risques tout en réduisant leur vulnérabilité.

Banques de travailleurs. Les syndicats peuvent également être un canal efficace pour faciliter l'accès aux services financiers de leurs membres, c'est pourquoi le programme Finance solidaire a travaillé avec plusieurs syndicats pour mieux comprendre comment concrétiser ce potentiel. En 2018, nous nous sommes attachés à documenter l'expérience des syndicats dans la création de banques de travailleurs, notamment au Japon et en Tanzanie.

Au Japon, nous avons examiné de près le modèle de la Rokin Bank, initialement mis en place par les syndicats japonais pour faciliter l'accès de leurs membres au crédit dans les années 50. En 70 ans, le modèle Rokin Bank est devenu un réseau de 13 banques à travers le pays. Il compte plus de 51 000 membres (dont la majorité sont des syndicats, suivis des coopératives de consommateurs et des organisations professionnelles) et 11 millions de particuliers (membres syndicaux, travailleurs et consommateurs). Le réseau bénéficie d'une législation spécifique (*Labour Bank Law*), d'une organisation faîtière (la Banque centrale des banques Rokin) et d'une association professionnelle. Au fil des ans, les banques Rokin ont souvent dû s'adapter

aux changements de leur environnement et faire évoluer leurs produits et services pour rester pertinentes. C'est particulièrement vrai dans le contexte actuel. La baisse des taux de syndicalisation, l'augmentation du nombre de travailleurs engagés dans des formes de travail atypiques, l'accroissement de la pauvreté et des inégalités et la concurrence féroce des autres institutions financières ont des répercussions sur les banques Rokin et leur modèle opérationnel. En conséquence, les banques Rokin ont commencé à repenser la manière de servir au mieux les travailleurs – en particulier les travailleurs vulnérables, qu'ils soient ou non syndiqués – avec des services financiers pertinents, tout en conservant la dimension humaine qui caractérise leur modèle de prestation. Pour en savoir plus sur l'expérience des banques Rokin, accédez à la récente publication [Rokin Banks: 70 years of efforts to build an inclusive society in Japan through enhancing workers' access to finance](#) (Banques Rokin : 70 ans d'efforts pour construire une société inclusive au Japon en améliorant l'accès des travailleurs aux services financiers).

En Tanzanie, le programme Finance solidaire a étudié le cas de la Mwalimu Commercial Bank (MCB), une banque créée par le syndicat des enseignants en Tanzanie (*Tanzania Teachers Union-TTU*) en 2016 pour servir ses membres. L'étude de cas analyse le processus suivi par le TTU, depuis l'idée initiale et le principe à l'origine de la création d'une banque jusqu'aux mesures pratiques d'établissement de la banque et aux premières années de fonctionnement. Ce travail met en évidence le succès de la MCB dans la prestation de services financiers utiles aux enseignants et aux agents de l'État, mais illustre aussi les défis auxquels la banque est confrontée, notamment ceux liés à la mise en conformité avec les obligations légales, à la concurrence d'autres institutions financières à la trop faible portée de leurs actions et ceux liés à la sensibilisation limitée des enseignants au sujet de la gouvernance de la banque.

Ces deux études de cas, qui portent sur une banque de travailleurs bien établie et une banque très jeune, offrent des enseignements intéressants pour les autres syndicats et organisations de travailleurs qui cherchent à faciliter l'accès aux services financiers de leurs membres et sont de nature à les inspirer. Les deux publications, ainsi que de plus amples informations sur notre collaboration avec des syndicats de travailleurs, sont à retrouver sur [notre site web](#).



Financement des organisations d'économie sociale et solidaire (OESS). Trouver de nouveaux modèles économiques est une nécessité non seulement pour les institutions financières, mais aussi pour les entreprises elles-mêmes. C'est pourquoi, en collaboration avec l'unité COOP de l'OIT, et avec le soutien financier du gouvernement français, nous étudions le rôle de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire dans le développement durable et l'avenir du travail. En 2018, nous avons étudié 12 OESS, parmi lesquelles des coopératives, des entreprises sociales et des associations, dans neuf pays (Argentine, Belgique, France, Maroc, Pays-Bas, Sénégal, Corée du Sud, Philippines et Suisse) et examiné leurs besoins et mécanismes de financement.

L'étude a révélé que le financement était l'une des principales contraintes à laquelle devaient faire face les OESS. Leurs difficultés de finance-

ment s'expliquent notamment par leur double objectif de résultat (financier et social) qui les rend moins attractives pour les investisseurs, par la perception que l'économie sociale doit être subventionnée et par ces distorsions du marché qui peuvent impacter négativement la performance institutionnelle des OESS. Cependant, l'étude a mis en évidence que les OESS diversifient déjà leurs sources de financement et se tournent vers des mécanismes de financement alternatif pour soutenir leur mission. Elle montre que des mécanismes tels que les obligations à impact social, le financement participatif, la tarification forfaitaire des soins de santé ou encore les monnaies complémentaires ont le potentiel de financer des entreprises sociales et solidaires sans mettre en péril leurs principes fondateurs. Les résultats de cette étude seront publiés sur [notre site web](#) en 2019 et nous organiserons une conférence internationale pour en assurer une large diffusion.



Développement des MPME en Sierra Leone: les réseaux et les associations industrielles jouent un rôle clé dans la promotion de l'inclusion financière.

Développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en Sierra Leone. Les réseaux et les associations sectorielles jouent un rôle clé dans la promotion de l'inclusion financière. Ils encouragent et diffusent les bonnes pratiques auprès de leurs membres, assurent le renforcement de leurs capacités, militent en faveur d'un cadre réglementaire favorable et représentent leurs membres et le secteur auprès des régulateurs, des autres institutions gouvernementales et des partenaires de développement.

Dans le cadre d'un projet de développement des MPME en Sierra Leone, le programme Finance solidaire et le Centre international de formation de l'OIT (ITCILO) ont dispensé une formation sur le rôle des réseaux et des associations sectorielles dans la promotion de l'inclusion financière. La formation visait à renforcer la capacité des réseaux et des associations sectorielles à fournir des produits et services financiers pertinents adaptés aux besoins de

leurs membres. La formation a réuni des responsables d'associations d'institutions de microfinance, d'institutions financières rurales, de coopératives de crédit et de banques commerciales, ainsi que des représentants d'institutions gouvernementales et d'autres organisations d'appui.

Au-delà de son objectif de développement des capacités, la formation a permis aux réseaux et aux associations sectorielles de mieux comprendre leurs missions, membres, structures de gouvernance, produits et services respectifs. Elle a également permis de clairement souligner la nécessité d'une collaboration plus étroite entre les réseaux et les associations sectorielles, ainsi qu'avec les régulateurs, pour parvenir à une meilleure inclusion financière. Nous poursuivrons notre travail en Sierra Leone en 2019 par le développement des capacités des prestataires de services financiers et par l'introduction de notre programme d'éducation financière.



Notre programme d'éducation financière: des formateurs certifiés en Tunisie et dans plusieurs autres pays nous aident à atteindre des milliers de bénéficiaires.

Éducation financière

Pour développer un marché de la finance solidaire, il faut non seulement travailler avec les décideurs et les institutions financières, mais aussi assurer l'éducation et l'information des consommateurs. Pour cela, l'OIT poursuit le développement de son programme d'éducation financière via la création de nombreux [outils et ressources](#) ainsi que par l'amélioration des processus.

Au Maroc, où notre programme d'éducation financière a déjà touché plus de 100 000 bénéficiaires depuis 2016, grâce à une collaboration fructueuse avec la Fondation Marocaine pour l'Education Financière (FMEF), nous avons

concentré nos efforts sur la certification des formateurs qui avaient été formés en 2017. Nous avons évalué et certifié neuf formateurs nationaux en juin 2018. En tant que formateurs certifiés par l'OIT, ils peuvent maintenant déployer le programme d'éducation financière selon des critères de qualité garantis et renforcer les capacités financières d'un plus grand nombre de femmes, de jeunes gens, d'entrepreneurs et de migrants. Certains de ces formateurs sont également engagés dans le processus d'accréditation de deuxième niveau, qui leur permettra de former des formateurs au Maroc et dans la région. Une fois que ces formateurs cadres seront pleinement certifiés, le FMEF sera en mesure d'accélérer durablement la diffusion du programme de formation.

En Afghanistan, en Argentine, au Cap-Vert, en Mauritanie, en Tunisie et au Zimbabwe, d'autres formations de formateurs ont été dispensées et nos supports d'éducation financière ont été adaptés. Par ailleurs, de nombreux formateurs innovent pour améliorer leur impact (voir les Encadrés 2 et 3). En outre,

nous avons renforcé nos activités de formation avec la finalisation d'une formation en ligne sur l'éducation financière et d'un kit de formation sur la gestion financière pour les micro et petites entreprises. Ces deux ensembles de ressources seront déployés au Maroc en 2019 et pourront être utilisés dans d'autres pays.

ENCADRÉ 2: ÉMISSION DE RADIO - SHALOM GOVERO, FORMATEUR DE L'OIT, ZIMBABWE



Nous avons décidé d'utiliser la radio grâce à la suggestion de l'un de nos formateurs en éducation financière. Nous avons cherché des opportunités, et un DJ radio qui cherchait du contenu a accepté de nous inviter à son émission du dimanche (hors créneaux de grande écoute). La station a une couverture nationale de plus de 80 %, avec un potentiel d'au moins 11 millions d'auditeurs dans tout le pays. Forte de relais de transmission sur tout le territoire et d'une présence en ligne, la radio nous a offert l'occasion de concevoir notre [première série radiophonique sur l'argent](#). Nous avons adapté le programme de l'OIT sur l'éducation financière des travailleurs en Afrique. La magie de la radio, c'est qu'elle apporte l'information là où se trouvent les auditeurs, avec un budget extrêmement modeste. Nous avons animé la série *#MoneySeries* pendant dix semaines, 30 minutes chaque dimanche à partir de janvier 2018. Chaque émission offrait une mise en contexte et s'appuyait sur des exemples locaux pour rendre l'information pertinente. C'est un excellent moyen de faire le point sur les questions financières et d'orienter les gens vers nos ateliers d'éducation financière pour approfondir et élargir leurs connaissances. »

ENCADRÉ 3: IMPACT DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

Dans le cadre d'un projet visant à promouvoir l'employabilité et l'emploi des jeunes dans le nord-est de la Tunisie, l'OIT s'est associée à l'Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant (ANETI) pour guider et soutenir les jeunes dans l'acquisition de connaissances financières.

Après cinq jours de formation en présentiel avec un groupe de jeunes demandeurs d'emploi, les conseillers des services de l'emploi ont décidé d'innover. Ils ont organisé des séances individuelles pour les participants qui semblaient avoir besoin d'approfondir une question particulière. Ces séances ont permis d'aider les participants à utiliser concrètement les enseignements du cours d'éducation financière pour changer leurs attitudes et leur comportement, par exemple pour gérer leur propre budget selon les priorités qu'ils s'étaient fixées, en reportant certains achats pour se donner le temps de réfléchir à leur utilité réelle ou en utilisant l'application budgétaire *Masroufi*.

Cette approche a donné des résultats très positifs. Au total, 689 participants ont suivi le processus ; 42 % d'entre eux ont ouvert un compte d'épargne, 28 % ont décidé de changer d'orientation professionnelle et de se tourner vers l'entrepreneuriat, et 27 % ont atteint l'objectif financier qu'ils s'étaient fixé durant la formation. En outre, sept bénéficiaires de la formation en situation de surendettement avaient réussi à rembourser leurs dettes à la fin du processus, 24 avaient créé un fonds d'épargne d'urgence et 23 avaient réussi à obtenir un prêt pour démarrer leur entreprise.



2 PROGRAMME IMPACT INSURANCE

L'assurance est un outil essentiel de gestion des risques, mais elle est souvent inaccessible aux personnes ou aux entreprises qui en ont le plus besoin. Pour contribuer à remédier à cette défaillance du marché, le Programme Impact Insurance de l'OIT s'emploie depuis dix ans à encourager les assureurs à cibler les segments de marché peu ou pas servis par des outils appropriés de gestion des risques. Notre principal rôle est de servir de centre de connaissances en documentant les enseignements des organisations qui expérimentent des solutions et repoussent les frontières de l'assurance et de promouvoir ces enseignements pour éviter à d'autres acteurs du secteur de réinventer la roue ou de répéter les mêmes erreurs.

Cette section se divise en trois parties. La première partie présente quelques-uns des enseignements que nous avons tirés en 2018 à partir

de l'expérience d'assureurs cherchant à contribuer au développement social et économique. Ces apports sont souvent recueillis grâce aux collaborateurs associés du Programme Impact Insurance qui travaillent sur le terrain en appui à entreprises leaders mettant en œuvre des approches innovantes (voir l'Encadré 4). La deuxième partie présente certaines de nos initiatives visant à promouvoir ces enseignements par la diffusion des connaissances, des activités de formation et des actions de développement des marchés. La troisième section porte sur les partenariats public-privé qui permettent aux gouvernements de s'appuyer sur le secteur privé et notamment celui de l'assurance pour renforcer l'efficacité de leurs politiques, particulièrement dans le domaine de l'agriculture et de l'assurance maladie.

ENCADRÉ 4: LE PROGRAMME DECOLLABORATEURS ASSOCIÉS



Le programme de collaborateurs associés met en relation des professionnels de l'assurance qualifiés avec des organisations qui travaillent à repousser les frontières de l'assurance dans un objectif d'impact. Pour ces collaborateurs, c'est une occasion unique d'acquérir une expérience pratique et d'apprendre à adapter leur expertise au marché des personnes à faibles revenus.

Le programme de collaborateurs a poursuivi sa croissance en 2018, avec l'accueil de quatre nouveaux collaborateurs venus soutenir des partenaires en Asie, ce qui porte leur total à 18.

Sept collaborateurs associés appuyant des partenaires en Afrique ont achevé le cycle du programme en 2018. Nous en avons interrogé trois d'entre eux sur leur fonction actuelle et sur le rôle du programme dans leur parcours professionnel et leur carrière dans le secteur.

« Ce programme a répondu à mes attentes et m'a permis d'acquérir une expérience pratique sur les marchés émergents. Cette expérience m'a fait prendre conscience que pour innover avec succès dans un environnement de *business as usual*, il faut souvent un agent de changement externe. J'ai aussi appris l'importance pour les acteurs historiques de pouvoir s'associer et investir dans des partenariats technologiques et de distribution afin de réaliser des projets innovants. Le programme m'a montré l'importance de l'accès aux services financiers dans le développement des économies émergentes et l'autonomisation des populations. »

- Cédric Roux, collaborateur associé accueilli par SUNU Assurances en Côte d'Ivoire

Cédric appuie maintenant un groupe de FinTechs dans l'offre de services financiers à des entreprises, par la conception et la mise en œuvre de cadres prospectifs de gestion des risques et de gouvernance, destinés à évoluer tout au long de leur cycle de vie – de la validation du concept au déploiement à grande échelle – dans le but de réduire les risques opérationnels préjudiciables à leurs objectifs stratégiques.

En août 2018, Saurabh Sharma a terminé sa mission de collaborateur associé à Nairobi, au Kenya. Il a immédiatement été embauché par son organisation d'accueil, Britam. Il est aujourd'hui directeur général des activités de micro-assurance de Britam.

« Le programme a non seulement répondu à mes attentes, mais il les a même dépassées. Mon principal objectif était d'acquérir une expérience opérationnelle en travaillant au sein d'un assureur, car jusqu'alors j'avais principalement travaillé comme consultant. Le programme m'a permis de travailler dans une grande société d'assurance et m'a non seulement aidé à comprendre ses activités de développement de produits, ses opérations et sa stratégie de partenariats, mais m'a permis aussi d'y contribuer. Ce qui a été le plus important, c'est la somme de connaissances que j'ai acquises en collaborant avec des professionnels expérimentés chez Britam, et avec les autres collaborateurs associés et l'OIT. Le tout formait un formidable écosystème d'apprentissage. Mon nouveau rôle chez Britam est le résultat direct de cette expérience, car Britam a estimé que ma compréhension globale de leurs activités de micro-assurance serait très utile à l'entreprise. »

Olisa Gravney, accueillie par Nyala en Ethiopie, a terminé sa mission en juin 2018. « Après avoir travaillé pendant dix ans dans l'assurance commerciale traditionnelle, j'ai voulu m'impliquer dans la micro-assurance ou dans une mission d'impact social, et je ne le regrette pas. De la création de partenariats aux négociations internes, en passant par l'étude de marché et le développement de produits, le programme m'a aidé à développer mes compétences et m'a permis de travailler avec des personnes à faibles revenus ainsi qu'avec les institutions qui les servent. »

Olisa a insisté sur la grande utilité d'avoir un tuteur et a souligné l'importance des conseils qu'elle avait reçus de l'OIT. Olisa est maintenant engagée en tant que consultante en micro-assurance chez CDF Canada et travaille à Lilongwe au Malawi, où elle développe un nouveau produit d'assurance agricole (sécheresse) destiné à être déployé dans le pays.



Le Programme Impact Insurance dispose d'une expérience de plus de dix ans dans le secteur de l'assurance. La conférence annuelle de la Fondation Munich Re est l'un des principaux événements de collaboration.

Collaboration avec le secteur de l'assurance

Gestion du changement. Pour servir efficacement les segments de marché émergents, les prestataires d'assurance doivent passer par un processus de changement systématique. Les structures traditionnelles des compagnies d'assurance ne sont pas flexibles et ne sont pas conçues pour pénétrer ce marché. La structure des coûts est une problématique majeure pour les assureurs, car ils sont menacés par des progrès technologiques susceptibles de bouleverser leurs modèles économiques classiques. Les entreprises qui ont réussi à servir le marché à faibles revenus ont toutefois tiré de nombreux enseignements en termes de gains d'efficacité, qui sont également pertinents pour leurs activités

traditionnelles. Les assureurs qui veulent servir de nouveaux segments de marché caractérisés par des marges unitaires plus faibles et des volumes de polices importants doivent engager une restructuration importante. Cependant, apporter un tel changement dans une grande organisation traditionnelle est une tâche extrêmement difficile qui peut s'avérer décourageante.

Il peut être nécessaire pour les assureurs d'améliorer leurs opérations, de former à nouveau leur personnel, de conclure de nouveaux partenariats, d'améliorer leur gouvernance ou de modifier leur structure organisationnelle afin de renforcer leur orientation clientèle, leur efficacité et leur capacité d'innovation. Toutes ses composantes doivent être abordées dans le cadre d'une stratégie de gestion du changement.

Depuis quelques années, avec l'appui de l'Agence française de développement (AFD) et de l'initiative Financial Sector Deepening Africa (FSDA), nous aidons un groupe d'organisations en Afrique subsaharienne à mettre en œuvre le processus de changement en six étapes décrit à la Figure 5. Les expériences tirées de ces projets ont été regroupées dans un nouveau document intitulé *Make change happen*, accessible à tous ceux qui souhaitent entreprendre une transformation similaire.

La dimension numérique. Parmi les projets de changement, beaucoup sont ceux qui introduisaient une dimension digitale dans le but d'accroître l'accès aux produits, de réduire les coûts de l'entreprise et d'améliorer la valeur pour le client. Au Kenya, Equity Insurance Agency (EIA) est engagée dans la digitalisation de l'ensemble de sa gamme de produits. Bien que cette transformation digitale ait plusieurs objectifs, EIA a compris qu'elle devait dans un premier temps réduire son champ d'action. L'entreprise pouvait se concentrer soit sur l'augmentation des revenus par la digitalisation des ventes, soit sur la réduction des coûts par la digitalisation des processus. Pour choisir entre ces deux options, EIA a considéré quatre paramètres.

Elle souhaitait privilégier : i) l'option qui offrait la plus grande visibilité auprès des clients ; ii) celle qui pourrait être réalisée le plus rapidement ; iii) celle qui fournirait le plus grand avantage concurrentiel ; et iv) celle qui aurait l'impact le plus important.

L'option qui répondait le mieux aux quatre critères consistait à se concentrer sur l'augmentation des revenus en offrant de nouveaux canaux de vente numériques à ses clients et à ses agents. Les progrès ne dépendant pas des partenaires d'assurance d'EIA, les changements pourraient être mis en œuvre plus rapidement. La digitalisation des ventes améliorerait sensiblement l'expérience client et fournirait un avantage concurrentiel important. Enfin, elle pourrait avoir un impact significatif sur les ventes en créant de nouveaux canaux de distribution. EIA a donc décidé de se concentrer dans un premier temps sur l'offre de nouveaux canaux de vente numériques à ses clients et agents.

L'entreprise a déjà développé un produit d'assurance mobile et travaille actuellement à la création d'un portail de vente en ligne. [En savoir plus sur la transformation digitale d'EIA.](#)

FIGURE 5. LE PROCESSUS DE GESTION DU CHANGEMENT DU PROGRAMME IMPACT INSURANCE





Les risques liés au climat affectent la vie financière des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao.

Combiner l'assurance au financement de la chaîne de valeur. Les producteurs de cacao de Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, sont confrontés à des risques spécifiques et leurs ménages ont des besoins particuliers. Des solutions financières intégrées sont nécessaires pour les aider à renforcer leur résilience.

La Côte d'Ivoire assure 35 % de la production mondiale de cacao. La situation financière des producteurs suit le cycle des cultures ; elle est particulièrement difficile de juin à août, période pendant laquelle ils sont souvent à court de liquidités avant de percevoir le produit de la saison de récolte suivante. Cette « saison de soudure » intervient pendant la saison des pluies, au moment où les agriculteurs sont également confrontés au risque de variations climatiques. Pour parvenir à gérer les risques et les dépenses à la fois au niveau du ménage et

de l'exploitation, les deux étant interdépendants, et en l'absence d'autres solutions financières disponibles, les agriculteurs ont souvent recours à des prêts informels à des taux d'intérêt très élevés. Les agriculteurs remboursent ces prêts coûteux lors de la saison de récolte qui suit, ce qui diminue leur revenu et leur laisse une épargne réduite. Cette situation aggrave leurs problèmes de trésorerie au cours de l'année suivante.

Les acteurs de la filière fournissent des solutions de financement, telles que des prêts en nature, pour accroître la productivité. Cependant, ce type de financement n'aide pas les producteurs tributaires de leur calendrier saisonnier à gérer les risques, à lisser leur trésorerie tout au long de l'année, ni à économiser pour leurs dépenses futures. Les prestataires de services financiers et les acteurs de la filière expérimentent des mo-

dèles innovants qui utilisent les nouvelles technologies, tirent parti de l'expertise et des connaissances des différents partenaires, et sont fondés sur une compréhension globale de la situation financière des agriculteurs. Il s'agit notamment de prêts formels et de conseils techniques pour aider les agriculteurs à diversifier leurs revenus, de produits d'épargne et de produits d'assurance vie et d'indemnités d'hospitalisation.

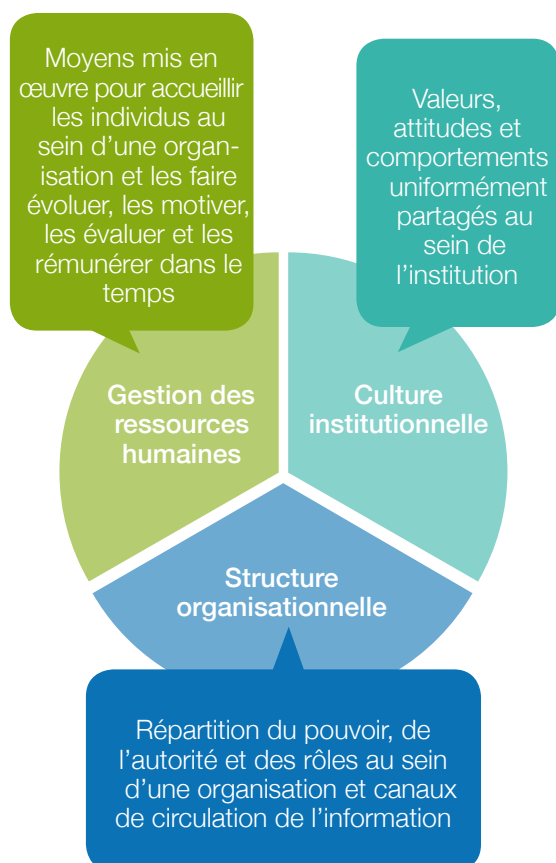
Pour en savoir plus sur les réalités financières des producteurs de cacao et sur les moyens de répondre à leurs besoins financiers, consultez notre [série de posts en deux parties](#).

Assurance responsable. L'une des problématiques les plus compliquées à traiter est le manque de confiance du public à l'égard du secteur de l'assurance. Il est fondamental d'améliorer la compréhension des principes de l'assurance et la confiance du public dans le secteur. Les assureurs doivent produire un effort concerté pour changer leur image et la réputation du secteur.

Fournir des services d'assurance responsables implique de distribuer des produits appropriés via des moyens accessibles, transparents, équitables, réactifs et respectueux à des consommateurs informés et capables d'utiliser efficacement ces produits. Ces principes doivent être appliqués dans le cadre d'un processus structuré visant à déterminer les principes à mettre en œuvre en priorité et à trouver des moyens de mise en œuvre efficaces en faisant preuve de créativité.

Pour cela, il est important de mettre en place une architecture organisationnelle qui encourage les prestataires à écouter les clients et à leur apporter des réponses, et qui leur donne les moyens de le faire. Cette architecture implique une bonne gestion des ressources humaines, une culture d'entreprise et institutionnelle constructive et une structure organisationnelle adaptée.

FIGURE 6. LES TROIS DIMENSIONS DE L'ARCHITECTURE ORGANISATIONNELLE



Quelques mesures pratiques pour mettre en place une structure organisationnelle adaptée :

- désigner un « champion » de la valeur pour le client au sein de chaque division opérationnelle qui veille à ce que les clients soient entendus ;
- inviter un représentant des clients à siéger au conseil d'administration ou rencontrer régulièrement un groupe de clients à titre consultatif ;
- mettre en place une ligne d'assistance téléphonique 24/7, que les clients peuvent utiliser pour toute réclamation ou suggestion ;
- planifier la conduite régulière d'enquêtes de satisfaction de la clientèle ;
- négocier des accords de niveau de service avec les canaux de distribution, les fournisseurs de technologie et les prestataires de services à valeur ajoutée.



La politique de protection des moyens d'existence: promouvoir l'assurance en tant qu'outil d'atténuation des risques dans les Caraïbes.

Malheureusement, il faudra peut-être dix ans pour que cette nouvelle approche s'instaure durablement. Cette transition sera difficile à réaliser pour les entreprises individuelles – les associations nationales d'assurance et les régulateurs d'assurance doivent s'engager beaucoup plus fortement sur ces questions, pour initier le processus de restauration de l'image du secteur auprès du public. Pour accéder à d'autres recommandations pratiques, consultez notre document [Providing insurance responsibly](#) (Offrir des services d'assurance responsables).

Assurance perte d'exploitation. Avec l'augmentation des risques associés au changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes, la vulnérabilité des petites entreprises s'accroît. Non seulement les conditions climatiques extrêmes peuvent interrompre la production et ainsi compromettre les moyens de subsistance, mais elles peuvent aussi avoir un effet préjudiciable sur les ménages en provoquant des maladies ou des blessures ou en causant des dégâts matériels. Les entreprises peuvent également être touchées indirectement, par exemple si des routes ou des ponts sont

endommagés et qu'elles se retrouvent coupées de leurs marchés et de leurs clients.

Le Programme Impact Insurance, en collaboration avec l'Initiative de Munich sur l'assurance climatique, a travaillé dans les Caraïbes pour promouvoir l'assurance en tant qu'outil de réduction des risques par le biais d'une couverture des moyens d'existence qui assure les entreprises contre les dommages causés par les vents violents et les excès de précipitations. Le produit, qui utilise les nouvelles technologies, offre une indemnisation rapide qui peut aider le titulaire de police à se rétablir rapidement.

Conscients du fait que les petites entreprises n'ont pas nécessairement les ressources nécessaires pour accéder au produit, nous travaillons avec des associations telles que l'Employers Consultative Association de Trinité et Tobago et la Jamaica Employers Federation afin de développer des programmes de soutien à leurs membres. Par ailleurs, d'autres organisations fournissent des prêts aux petites entreprises qui les aident à accéder à l'assurance.



Renforcement des capacités et développement du marché de l'assurance

Une fois testé de nouvelles solutions dans le cadre de notre collaboration avec des prestataires d'assurance, notre mission consiste à s'assurer que les enseignements tirés de ces expériences sont largement diffusés. C'est là qu'intervient notre travail en faveur du renforcement des capacités des acteurs de l'assurance et du développement du marché. Grâce à notre modèle de renforcement durable des capacités, nous veillons à ce que les connaissances générées par nos partenaires d'innovation puissent être utilisées par d'autres prestataires d'assurance pour améliorer les produits, l'expérience des clients en matière d'assurance et, finalement, le marché de l'assurance dans leur pays.

Instituts d'assurance. En 2018, nous avons continué à investir dans notre approche de renforcement des capacités selon deux axes. Le premier axe consiste à travailler avec les instituts d'assurance locaux et leurs formateurs pour renforcer leur capacité à offrir des formations d'assurance inclusive développées par l'OIT. Dans le cadre de leur certification, les formateurs locaux suivent une « formation de formateurs » et offrent un appui aux formateurs OIT quand ils animent des formations dans leur pays. Une fois qu'ils ont satisfait à tous les critères de certification et qu'ils sont à l'aise avec le contenu et les méthodologies d'apprentissage participatives de ces modules, ces instituts et formateurs locaux certifiés sont prêts à dispenser eux-mêmes les formations OIT.

En 2018, nous avons collaboré avec des instituts de formation au **Nigéria** (College of Insurance and Financial Management), au **Kenya** (College of Insurance), au **Bangladesh** (Academy of Learning) et aux **Philippines** (Insurance Institute for Asia and the Pacific). Après deux ans de collaboration, le College of Insurance and Financial Management du Nigéria a dispensé pour la première fois une formation à l'assurance sans aucun soutien de l'OIT. Une évaluation a montré que même si notre stratégie peut nécessiter un effort initial relativement important – mais renforcer les capacités prend du temps – elle peut aboutir à des résultats positifs et, surtout, durables. En 2019, nous lancerons des activités similaires de renforcement des capacités en **Ouganda** et au **Rwanda**.

Notre collaboration avec les instituts de formations locaux nous a permis de tirer quelques enseignements. Par exemple, nous avons compris que pour optimiser l'impact de la formation, il fallait que certaines équipes au sein des organisations suivent non pas une mais plusieurs formations. C'est pour cette raison que nous avons eu l'idée du certificat d'assurance inclusive, que nous allons commencer à tester avec nos instituts partenaires en 2019. Le certificat d'assurance inclusive ne serait remis qu'aux participants ayant suivi au moins six formations sur des thèmes en lien avec l'assurance inclusive. Nous espérons que ce système profitera également aux instituts locaux, dans la mesure où il stimulera la demande de formation. Autre enseignement, nous avons pu vérifier que notre approche centrée sur la durabilité était la bonne. En transférant le contenu, les études de cas et les techniques de formation à nos partenaires, nous leur permettons de les intégrer dans leurs programmes d'études généraux au-delà du seul domaine de l'assurance inclusive, ce qui les aide à améliorer leur offre globale et a un impact positif sur l'ensemble du secteur.

Impact Insurance Academy. Le deuxième volet de notre stratégie de renforcement des capacités en matière d'assurance s'inscrit dans une démarche plus globale, avec des activités telles que les formations en ligne et l'Impact Insurance Academy. En 2018, en partenariat avec l'ITCILO, nous avons mis en place la toute première « [Impact Insurance Academy](#) » dans le cadre des célébrations du dixième anniversaire du Programme Impact Insurance. Ce séminaire d'une semaine a réuni une douzaine d'experts et plus de 40 participants de plus de 20 pays pour discuter de solutions concrètes permettant d'améliorer les produits d'assurance et d'utiliser l'assurance pour le développement social et économique. Cette première expérience a montré qu'il était nécessaire de mettre en place un programme plus avancé dans le domaine de l'assurance inclusive. Forts de ces enseignements, notre objectif est maintenant d'affiner le programme de l'Académie afin de mieux répondre aux besoins des prestataires d'assurance qui innovent et repoussent déjà les frontières de l'assurance, mais qui ont besoin de conseils plus précis sur des sujets spécifiques.



L'Impact Insurance Academy: programme avancé sur l'assurance inclusive regroupant des experts du monde entier.

© ITILO

Développement du marché. La dimension de renforcement des capacités de nos interventions fait partie intégrante d'une approche plus large de développement du marché, qui nous amène à négocier des partenariats avec un large éventail d'acteurs, tels que les associations d'assurances, les organismes de réglementation des assurances, les gouvernements et les organisations de protection des consommateurs. Nos activités de développement du marché comprennent des campagnes d'éducation des consommateurs, la création de banques de données permettant une meilleure tarification des produits et des études spécifiques sur la distribution. En 2018, nous avons ajouté le Brésil et le Mexique à nos pays d'intervention, en mettant fortement l'accent sur le rôle des associations nationales d'assurance et sur la promotion de **l'assurance responsable**.

Par ailleurs, nous collaborons avec des acteurs internationaux pour présenter le contenu et les enseignements de notre travail en faveur de l'innovation à l'occasion de différents événements. Par exemple, nous avons participé aux forums consultatifs organisés par l'Initiative Accès à l'assurance, notamment dans le cadre de la 45ème Conférence de l'Organisation des assurances africaines au Ghana, lors d'un événement où nous sommes intervenus sur le thème de l'innovation technologique et de la valeur pour le client. Nous avons également collaboré avec le **Microinsurance Network** pour organiser au Sénégal et au Burkina Faso des ateliers visant à renforcer les capacités des institutions de microfinance à offrir de l'assurance en Afrique de l'Ouest.



Sécurité alimentaire, réduction des risques de catastrophe et couverture maladie universelle: le secteur des assurances peut aider les gouvernements à atteindre divers objectifs de politique publique.

© Social Finance

Partenariats public-privé (PPP)

Les gouvernements se tournent de plus en plus vers le secteur de l'assurance et vers le secteur privé en général pour les aider à atteindre leurs objectifs de politique publique. L'un des Objectifs de développement durable, l'Objectif 17, passe d'ailleurs par le renforcement des partenariats. Dans le contexte de l'assurance, cette dimension est particulièrement pertinente pour la sécurité alimentaire et la réduction des risques de catastrophe, ainsi que dans la perspective de la couverture maladie universelle.

Les PPP dans l'assurance agricole. Notre expérience en matière d'assurance agricole nous a montré l'importance d'impliquer les gouvernements. Leur rôle peut consister à fournir des subventions pour permettre aux petits exploitants agricoles d'accéder à une couverture d'assurance plus abordable.

De nombreux gouvernements commencent à inclure l'assurance dans leurs politiques agricoles nationales. En Inde et au Kenya par exemple, les régimes d'assurance-récolte et d'assurance bétail soutenus par les gouvernements de chacun de ces deux pays tentent progressivement d'intégrer de multiples acteurs – notamment les assureurs, les intermédiaires, les associations d'agriculteurs et les agriculteurs – au sein d'un même programme.

Pour accroître l'efficacité des dispositifs, des solutions numériques qui permettraient d'assurer la transparence et une communication continue entre les assureurs et les agriculteurs sont à l'étude. De nouveaux canaux de distribution sont également étudiés dans le but de garantir l'accessibilité de tous les agriculteurs et de faciliter la circulation des documents.

Néanmoins, il n'existe pas encore de consensus sur la manière de concevoir ces PPP afin d'utiliser au mieux les compétences et les ressources du secteur privé. L'OIT a donc entrepris, en collaboration avec l'USAID et l'UC Davis de faciliter les discussions entre les décideurs politiques de différents pays, afin qu'ils puissent partager leur expérience de ce type de programmes. Des événements ont été organisés au Ghana, au Népal et au Nigéria pour réunir les gouvernements, les décideurs politiques et les organisations de mise en œuvre et réfléchir aux moyens de contribuer au développement de l'assurance agricole.

Malgré les efforts des pouvoirs publics, la sensibilisation à l'assurance et la compréhension des produits est encore insuffisante chez les bénéficiaires. Il est nécessaire d'assurer une meilleure coordination entre les différents niveaux de l'État (central et régional) et avec les compagnies d'assurance. Lorsqu'ils mettent en œuvre des programmes gouvernementaux, les assureurs peuvent également intégrer la sensibilisation à l'assurance dans les campagnes d'éducation dispensées par les services de vulgarisation agricole.

Créer des partenariats public-privé et améliorer la coordination entre les différents acteurs implique de former les acteurs et de renforcer leurs capacités à tous les niveaux de la chaîne de valeur agricole. Une analyse de la chaîne de valeur peut aider les programmes gouvernementaux à établir des liens avec les marchés et à améliorer la valeur de leurs programmes pour les agriculteurs et les éleveurs. Ces interventions doivent s'appuyer sur une bonne connaissance et un suivi étroit des questions d'intermédiation et de facilitation pour s'assurer de l'équité de la répartition des bénéfices entre les différents acteurs concernés.

Les PPP dans l'assurance santé. Les programmes de santé nationaux, quelle que soit la façon dont ils sont définis, assurent souvent les mêmes fonctions de financement que les assureurs privés, mais à une échelle et avec un impact bien supérieurs. Ces fonctions comprennent la collecte des cotisations, la mutualisation des fonds et l'achat de services de santé. En outre, le dénominateur commun des différents types de dispositifs de mutualisation des risques de santé, du petit assureur santé privé aux grands régimes nationaux, est la pérennité financière. Fort de 10 ans d'expérience dans l'utilisation d'approches innovantes pour atteindre le secteur informel, l'OIT est bien placée pour apporter son expertise technique dans divers contextes et aider les organisations à traiter ces problématiques. À titre d'exemple, nous avons soutenu en 2018 la National Health Insurance Authority (NHIA) au Ghana, en apportant un appui technique pour faciliter les renouvellements (soutenu par l'AFD, voir l'Encadré 5) et le programme fédéral Sehat Sahulat au Pakistan (en collaboration avec GIZ) par le renforcement des capacités actuarielles.



Photo: Mahamudu Bawumia, vice-président de la République du Ghana, lors du lancement de la plateforme de renouvellement mobile. La vidéo de l'événement a été diffusée par le bureau du vice-président sur les réseaux sociaux.

ENCADRÉ 5: RENOUVELLEMENT PAR MOBILE ET AUTHENTIFICATION NUMÉRIQUE POUR LE RÉGIME NATIONAL D'ASSURANCE MALADIE AU GHANA

En 2017, le Programme s'est engagé dans un partenariat avec la NHIA visant à dématérialiser le processus de renouvellement des droits pour permettre aux membres du NHIS (régime national d'assurance maladie) de renouveler leur adhésion par voie numérique sur leur téléphone portable. L'objectif du projet était de rendre le processus plus convivial et plus efficace. Le deuxième volet du projet consistait à mettre en place les systèmes connexes de vérification de l'adhésion et de l'identité des assurés chez les prestataires de soins de santé.

Le projet a connu un véritable succès. Suite au lancement de la plateforme de renouvellement mobile par le Dr Mahamudu Bawumia, vice-président de la République du Ghana, en décembre 2018 à la Maison du Jubilé (palais présidentiel à Accra), le nombre de renouvellements effectués par téléphone mobile a augmenté de manière exponentielle. Trois mois seulement après le lancement national de la solution numérique, plus de 65 % des renouvellements se faisaient par téléphone mobile (voir la Figure 7). Au 30 avril 2019, on dénombrait 1,44 million de renouvellements mobiles, selon une moyenne d'environ 90 000 renouvellements mobiles par semaine. Sachant que de nombreux membres devaient auparavant parcourir de longues distances pour se rendre au bureau du district et faire la queue jusqu'à 11 heures parfois pour renouveler leur adhésion chaque année, la solution numérique offrait un gain de temps et d'argent extrêmement appréciable.

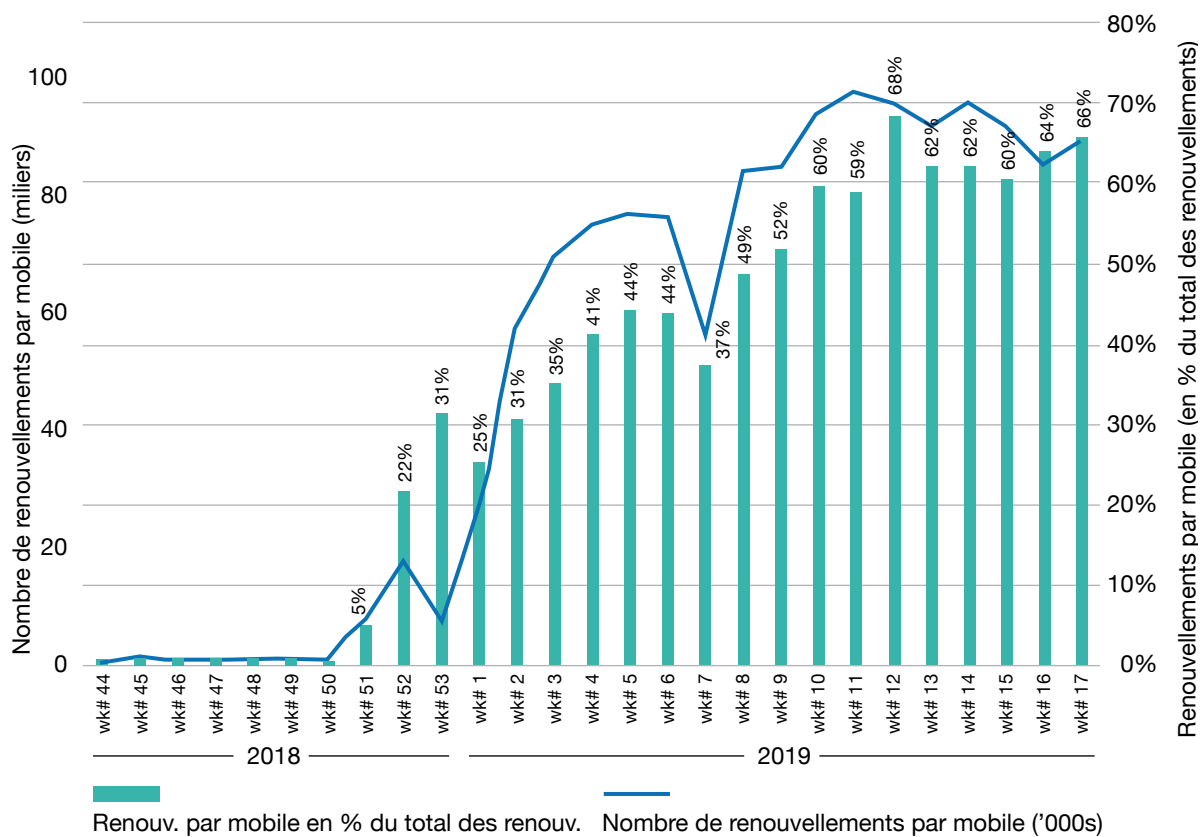
Du point de vue de la NHIA, cette solution change véritablement la donne : elle accroît les recettes grâce à un processus de renouvellement simple utilisant le paiement mobile, elle réduit les pertes ou détournements chroniques inhérents à tout système de collecte d'espèces, elle diminue le nombre de réclamations grâce à un meilleur alignement des intérêts de la NHIA et des prestataires de soins de santé, et elle réduit les dépenses grâce à la baisse de coûts permise par les TIC.

La NHIA est l'un de nos partenaires d'innovation, soutenu par le programme de collaborateurs associés et financé par l'AFD. Pour produire ces résultats, nous avons eu recours au *design thinking* et à une approche actuarielle. En outre, le succès n'aurait pas été possible sans le dévouement de notre collaboratrice associée, Shilpi Nanda, et la forte implication des équipes chez notre partenaire, la NHIA.

Lydia Dsane-Selby, directrice générale de la NHIA, a déclaré : « Le projet a eu un impact positif sur la NHIA. Il ne s'agissait pas d'imposer une solution à la NHIA, mais d'ouvrir la voie à une collaboration entre le système et ses membres. Ce type de projet devrait être mis en œuvre plus souvent car il est peu coûteux et a un impact important. Les solutions numériques sont désormais en place pour longtemps, mais surtout, nous avons réalisé que l'impact s'étend à d'autres domaines, par exemple au suivi des données. Je remercie l'OIT et l'AFD de nous avoir mis sur la voie, je pense que cette intervention a changé la donne dans le secteur de la santé au Ghana. »

Pour en savoir plus sur ce projet, consultez notre étude de cas sur la NHIA, notre [webinaire sur le design thinking](#) ainsi que l'[article de blog](#) et l'[Emerging Insight](#) associés.

FIGURE 7. NHIS GHANA : PERFORMANCE DES RENOUVELLEMENTS PAR MOBILE (NOMBRE ET POURCENTAGE)





© Azim Khat Ronnie

3 INVESTISSEMENT DURABLE

Les investisseurs forment le troisième groupe d'acteurs du secteur financier avec lequel le programme finance solidaire collabore. Il s'agit du plus récent des trois domaines d'action de l'OIT, mais c'est peut-être celui qui présente le plus gros potentiel en matière d'impact. En 2018, le programme Finance solidaire a accéléré sa collaboration avec les investisseurs d'impact, concrétisant ainsi son ambition de mobiliser ces acteurs essentiels à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Collaboration avec les investisseurs d'impact. Notre collaboration de longue date avec le [Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce](#) (AATIF) est entrée dans une troisième phase qui consistera à accroître l'impact du Fonds sur le développement économique de la zone géographique concernée par le biais de ses institutions partenaires et d'un regain d'implication de partenaires locaux

en vue d'améliorer la délivrance d'assistance technique à ces institutions. Le lancement cette année d'une nouvelle politique sociale et environnementale, la révision de la stratégie du programme de renforcement des capacités sociales et environnementales et la création d'une [page web dédiée à la mesure de l'impact](#) donnent un nouvel élan à cette collaboration pour les trois ans à venir. La collaboration a démontré qu'il était nécessaire, d'évaluer les impacts en matière de travail décent à différents niveaux de tout investissement d'impact (voir l'Encadré 6). L'OIT dispose maintenant d'une large expérience à tous ces niveaux et sa collaboration avec l'AATIF tend à démontrer le rôle consultatif que l'organisation peut jouer afin d'aider les gestionnaires de fonds, les institutions financières et les entreprises à suivre et améliorer des indicateurs promouvant le travail décent au sein de leurs investissements ou de leurs projets (voir la Figure 8).

ENCADRÉ 6: RENFORCER LES CAPACITÉS DU PERSONNEL EN MATIÈRE DE GESTION SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de sa collaboration avec le Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce, l'OIT a travaillé avec BancABC, une institution financière basée au Botswana qui possède des filiales au Zimbabwe, en Zambie, au Mozambique, au Botswana et en Tanzanie.

En 2018, le dispositif d'assistance technique de l'AATIF a financé un programme de formation du spécialiste du développement durable de la banque et d'autres collaborateurs. Cette initiative a été promue par l'OIT. Le spécialiste du développement durable de la banque a été formé à l'évaluation des risques sociaux et environnementaux dans le cadre de l'examen des demandes de crédit et à la réalisation d'audits sociaux et environnementaux des clients. En outre, trois ateliers sur la gestion des risques sociaux et environnementaux ont été organisés au Zimbabwe, en Zambie et au Rwanda (58 participants au total).

En outre, l'OIT a fourni des conseils à la banque pour améliorer l'efficacité du suivi des indicateurs d'impact de ses clients dans le domaine agricole.

Les résultats obtenus en coopération avec l'AATIF ont suscité une nouvelle collaboration avec le [Common Fund for Commodities](#), que nous accompagnerons en 2019 dans le développement d'un système de gestion sociale et environnementale pour ses opérations de prêts.

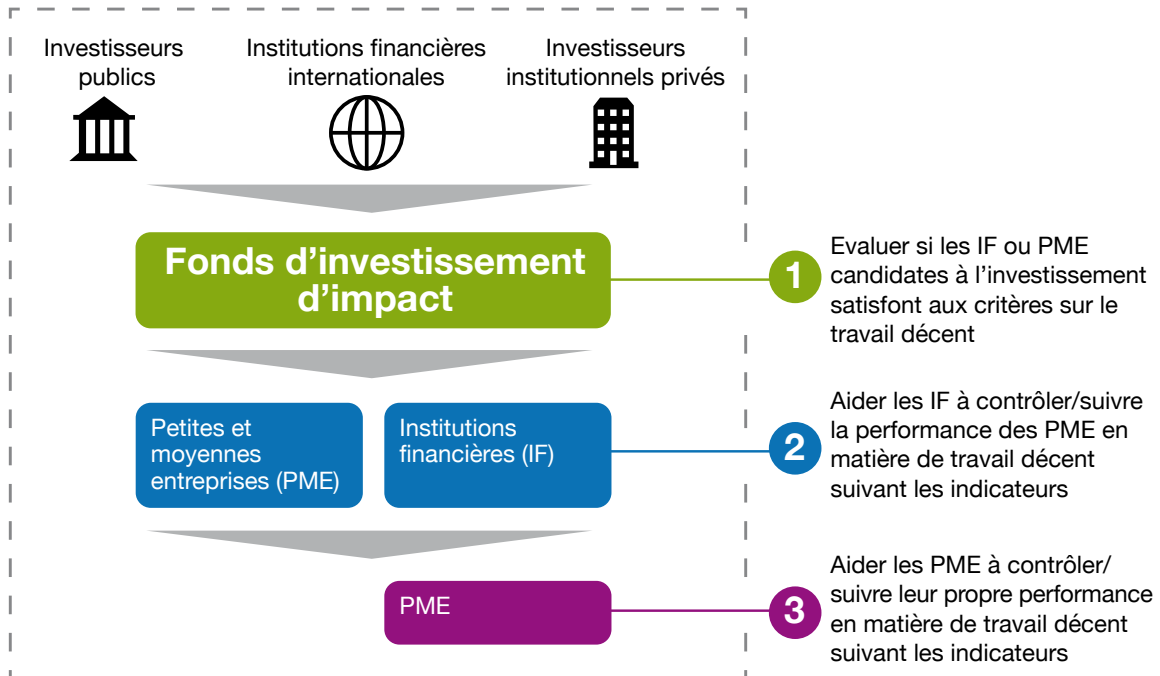
Collaboration avec des réseaux d'investissement durable. En 2017, nous avons abordé notre partenariat avec les associations [africaines](#) et [asiatiques](#) d'institutions financières de développement (IFD) visant à évaluer la pertinence des systèmes de gestion de l'impact social et environnemental. En 2018, le programme Finance solidaire de l'OIT a mis au point un outil d'auto-évaluation conçu sur Excel qui permet aux IFD d'évaluer ces systèmes de gestion en analysant six composantes différentes : politiques, normes, procédures, responsabilités, renforcement des capacités, suivi et reporting. Les IFD ont eu un aperçu de l'outil lors du [Forum international des chefs d'entreprises 2018 : Les IFD et l'économie verte](#), qui s'est tenu dans à Chypre en octobre 2018. Plusieurs IFD d'Afrique et d'Asie participeront à l'expérimentation de l'outil en 2019.

En tant qu'organisation normative, l'OIT a une influence déterminante en matière de diffusion des normes dans le monde du travail. En 2018, le programme Finance solidaire a utilisé la solide expérience de l'OIT pour soutenir le [Global Impact Investing Network \(GIIN\)](#) dans

la formulation de stratégies d'investissement contribuant à la promotion du travail décent. Le programme souhaite étendre sa collaboration non seulement avec le GIIN, mais aussi avec d'autres réseaux d'acteurs engagés dans l'investissement durable en 2019, pour favoriser l'intégration de la justice sociale au sein des différents cadres qui orientent leurs actions.

Notre collaboration de longue date avec la **Social Performance Task Force (SPTF)**, et en particulier avec le groupe de travail sur les investisseurs sociaux, s'est poursuivie en 2018. Un nouveau document, co-publié par la SPTF et la Plateforme européenne de la microfinance, intitulé [Assessment of the sustainable performance of SME finance service providers](#) (« Évaluation de la performance durable des prestataires de services financiers aux PME »), s'est appuyé sur les travaux que nous menons sur les systèmes de gestion sociale et environnementale et présente un modèle permettant d'intégrer leur logique dans les cadres de gestion des performances sociales.

FIGURE 8. ÉVALUER L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS SUR LE TRAVAIL DÉCENT À DIFFÉRENTS NIVEAUX



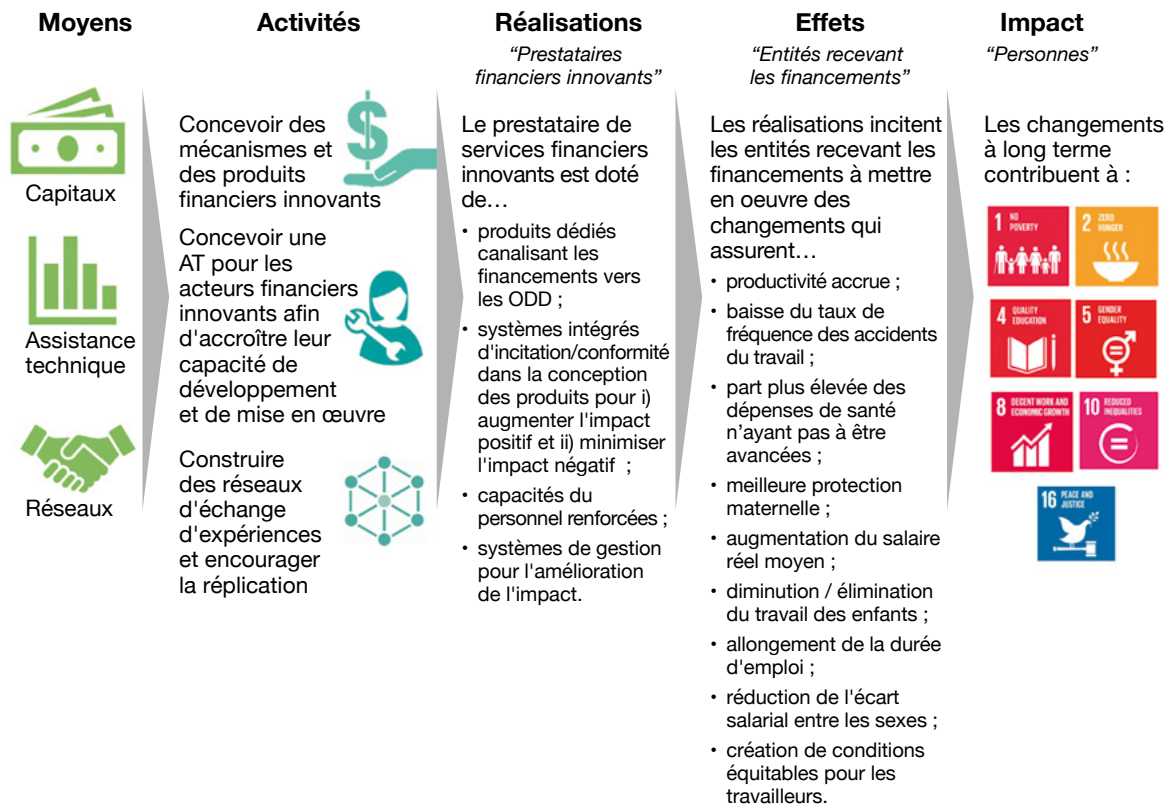
La finance innovante, ou comment mettre son argent au service du travail (décent). La finance innovante est aujourd'hui une nouvelle manière de financer des initiatives menant à des résultats positifs en matière de développement. Elle peut se définir comme « un ensemble de solutions et de mécanismes qui créent des ressources financières extensibles, prévisibles et efficaces en vue de mobiliser des ressources financières à la fois privées et publiques dans le but de participer à la résolution des grands défis mondiaux ».

Les acteurs financiers innovants, tels que les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, les agences des Nations Unies, les philanthropes et les investisseurs à la recherche d'un rendement financier, montrent un intérêt croissant pour les

investissements à impact en matière de développement. Cet intérêt offre à l'OIT la possibilité d'influer sur l'affectation des ressources et de puiser dans des sources de financement supplémentaires pour financer l'Agenda en faveur du travail décent.

En interne, le programme Finance solidaire collabore avec le département des partenariats de l'OIT et [iGravity](#) pour accompagner le développement des actions de l'OIT vis-à-vis de la finance innovante. À l'heure où le déficit de financement des Objectifs de développement durable des Nations Unies est estimé à 2,5 milliards de dollars US par an dans les seuls pays en développement, il est crucial de recourir à d'autres sources de financement, notamment émanant du secteur privé.

FIGURE 9. THÉORIE DU CHANGEMENT DANS UN OBJECTIF D'IMPACT



Au cours de l'année écoulée, nous avons développé un certain nombre de concepts prometteurs avec des partenaires qui partagent la même vision. Ces concepts visent à renforcer les capacités des acteurs de la finance innovante en matière de travail décent, tout en reliant les flux financiers à des thèmes clés de l'OIT comme l'emploi des jeunes, le travail des enfants ou la transition équitable. La théorie du changement représentée à la Figure 9 illustre notre vision de l'impact au niveau du bénéficiaire final.

L'OIT pourrait jouer plusieurs rôles dans cette chaîne d'impact comme celui de coordonner les différents acteurs de la finance innovante, de les conseiller, de diffuser parmi eux les normes et de la connaissance, de développer leurs capacités, de concevoir des outils d'évaluation ou celui de lancer avec ces acteurs une initiative de finance innovante axée sur le travail décent. Trois événements ont beaucoup compté pour le développement de ces concepts :

- un déjeuner organisé à l'OIT en avril 2018 réunissant des experts de premier plan dans le domaine de la finance innovante ;
- des sessions consacrées au potentiel des financements innovants en faveur des jeunes lors de la conférence *Innovations for decent jobs for youth* (« Innovations pour l'emploi décent des jeunes »), organisée à l'OIT en mai 2018 ;
- une session sur la finance innovante dans le cadre de l'événement *Nexus dialogue. Greening with jobs: A just transition to sustainability* (« Dialogue Nexus. Des emplois verts : une transition équitable vers la durabilité ») en octobre 2018.

Pour plus d'informations, consultez la [page thématique](#) récemment mise en ligne sur la finance innovante ainsi que notre dernier Working Paper *Innovative finance: Putting your money to (Decent) Work* (« Finance innovante : mettre votre argent au service du travail (décent) »).

Pour suivre les nouveautés du programme Finance solidaire en 2019



Inscrivez-vous sur nos
listes de diffusion
[http://ilo.msgfocus.com/k/
ilo/ilo_subscribe](http://ilo.msgfocus.com/k/ilo/ilo_subscribe)



Visitez notre site Web
www.ilo.org/socialfinance



Participez à nos
événements et nos
formations
[www.impactinsurance.
org/events](http://www.impactinsurance.org/events)
or
www.ilo.org/socialfinance

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :



[Social Finance
& Impact Insurance](#)



[/ImpactInsuranceFacility](#)



[@IIFacility](#)



[/impact-insurance](#)

Bailleurs de fonds et partenaires



Le partenariat entre l'OIT et Access to Finance Rwanda vise à développer la capacité du secteur de l'assurance à fournir de meilleurs produits d'assurance pour les travailleurs pauvres, favorisant l'inclusion financière et la productivité. Les activités de renforcement des capacités menées dans le cadre de ce projet permettent au secteur de l'assurance de créer des mécanismes innovants pour distribuer des produits d'assurance inclusifs et pour réduire la vulnérabilité des travailleurs à faibles revenus.



Le partenariat stratégique entre l'AATIF et l'OIT vise à accroître la capacité des acteurs du financement agricole en Afrique à rechercher des impacts sociaux et environnementaux positifs et à mieux gérer ces impacts. Les partenaires comprennent des entreprises bénéficiaires de l'AATIF, comme les prestataires de services financiers locaux qui élargissent leur portefeuille de prêts agricoles, les responsables de systèmes de production impliquant des petits exploitants agricoles, les agriculteurs commerciaux ou les transformateurs et négociants de produits agricoles.



Ce partenariat vise à soutenir et à renforcer le développement des marchés de micro-assurance dans les pays africains par le biais d'activités de facilitation du marché, de diffusion des bonnes pratiques et de renforcement des capacités des opérateurs et des instituts de formation.



Ce partenariat vise à renforcer la capacité de résistance aux risques des populations à faibles revenus d'Afrique subsaharienne. Le projet prévoit des interventions de recherche-action dans l'objectif d'accroître l'échelle des innovations afin d'améliorer l'accès à des produits d'assurance de qualité. Il intervient en renforcement des capacités auprès des partenaires et du secteur dans son ensemble et contribue à diffuser les nouveaux enseignements auprès des gouvernements et des autres acteurs concernés afin d'orienter les politiques publiques.



Grâce à ce partenariat avec AXA, l'OIT conçoit et met en œuvre des innovations dans le domaine de l'assurance au profit des travailleurs à faibles revenus, en particulier des femmes et des migrants en Indonésie. Le principal objectif de cette collaboration est de générer des enseignements précieux sur la conception et la fourniture de produits d'assurance destinés aux populations exclues, qui seront ensuite largement partagés avec les communautés de l'assurance et du développement.



Grâce à ce partenariat, l'OIT améliore la compréhension et la mise en œuvre des services d'assurance et des mécanismes de sensibilisation appropriés permettant aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles d'accéder aux programmes d'assurance gouvernementaux.



Le programme Finance solidaire collabore avec la GIZ dans plusieurs domaines, notamment le développement de marchés d'assurance inclusifs, l'élaboration de nouveaux matériels de formation et, dans le cas de GIZ Pakistan, l'évaluation actuarielle du système national d'assurance maladie.



Avec le soutien du gouvernement français, le programme Finance solidaire mène une action de recherche sur le rôle de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire dans le développement durable et l'avenir du travail. La recherche est menée en partenariat avec nos collègues de l'unité COOP de l'OIT.



Supported by:



Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety

based on a decision of the German Bundestag

Ce partenariat entre l'OIT et l'Initiative de Munich sur l'assurance climatique porte sur la deuxième phase du projet Adaptation aux risques climatiques et assurance climatique dans les Caraïbes qui vise à renforcer les capacités des assureurs et des canaux de distribution (prestataires) et à sensibiliser les consommateurs des pays cible aux produits d'assurance climatique indicielle.



Avec le soutien de UKaid, l'OIT et l'initiative Financial Sector Deepening Africa (FSDA) lancent un nouveau partenariat pour aider les assureurs à offrir des solutions d'assurance efficaces et répliquables à grande échelle aux ménages et aux PME à faibles revenus en Afrique subsaharienne. L'objectif est d'aider les assureurs et les distributeurs à mettre en œuvre les processus nécessaires de gestion des changements organisationnels et d'innovation.



L'OIT collabore avec SFD Ouganda pour améliorer l'offre d'assurance inclusive dans le pays. Elle œuvre notamment au renforcement des capacités de l'Institut d'assurance d'Ouganda pour l'aider à offrir des formations à l'assurance inclusive sur le marché local. On estime à plus de 200 le nombre de professionnels de l'assurance qui pourront bénéficier de cette expertise de pointe en matière d'assurance inclusive et en exploiter les enseignements pour servir des milliers de ménages, d'entreprises et de petits exploitants agricoles à faibles revenus.



L'OIT et le FIDA collaborent pour améliorer les moyens d'existence des ménages ruraux pauvres, dont les revenus dépendent de l'agriculture et d'autres activités agricoles (et non agricoles), en améliorant leur résilience et en renforçant leur capacité de gestion des risques.



Prudential

Le partenariat entre l'OIT et la Prudential Foundation vise à renforcer la résistance au risque des populations à faibles revenus en Asie et en Amérique latine. Dans le cadre de ce partenariat, nous encourageons la conception de produits innovants destinés aux ménages à faibles revenus et aux petites entreprises en Asie. Le projet a également pour objectif de faciliter le développement de marchés d'assurance inclusifs dans deux pays d'Amérique latine.



Swiss Confederation

Le partenariat avec le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) promeut la croissance, la productivité et l'emploi en aidant les petites entreprises indonésiennes à accéder aux services financiers et non financiers. Grâce au renforcement des capacités des prestataires de services financiers, le projet aide les institutions financières à atteindre un double objectif : fournir des services financiers responsables à leurs clients tout en suivant une conception innovante qui assure leur rentabilité. Le volet recherche du projet mesure l'impact de l'approche « microfinance + » sur les résultats des clients en matière d'emploi et permet de fournir des conseils stratégiques aux décideurs politiques indonésiens sur la base de données probantes.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

I4

INDEX
INSURANCE
INNOVATION
INITIATIVE



Avec le soutien de l'USAID et en collaboration avec l'Initiative I4 Feed the Future Innovation Lab for Assets and Market Access hébergée par l'Université de Californie à Davis, l'OIT a créé le Global Action Network (GAN), une communauté d'experts et de praticiens sur l'assurance agricole. Le projet vise à étendre les innovations dans le domaine de l'assurance agricole et à s'assurer de leur mise en œuvre efficace sur le terrain grâce à une meilleure coordination. Notre objectif est de contribuer à accélérer l'offre et l'adoption de l'assurance agricole (assurance indicielle) dans le cadre de stratégies globales de gestion des risques.

Partenaires stratégiques

Facilitateurs internationaux du développement du secteur financier



Financement
de la santé



Solutions numériques



Partenaires de renforcement
des capacités



Agriculture



Partenaires d'innovation en assurance

Partenaire	Description du projet commun	Partenaire	Description du projet commun
APA Compagnie d'assurance ; Kenya ; Agriculture ; Produits combinés	Le projet propose un produit hybride, qui fournit une protection méso à l'usine de thé et offre aux cueilleurs et aux cultivateurs de thé une plateforme d'assurance et/ou d'épargne qu'ils peuvent utiliser en cas d'urgence.	MCII Bailleur de fonds Caraïbes Agriculture ; Combinaison de produits	Le partenariat entre l'OIT et l'Initiative de Munich sur l'assurance climatique vise à renforcer les capacités des assureurs et leurs canaux de distribution et à sensibiliser les consommateurs aux produits d'assurance paramétrique qui peuvent aider les communautés vulnérables à protéger leurs moyens de subsistance.
AXA Indonesia Compagnie d'assurance ; Indonésie ; Produits combinés	Le projet se concentre sur l'identification des besoins des populations à faibles revenus, en particulier des femmes et des migrants en Indonésie, et la conception de solutions adaptées en fournissant un appui à la gestion de l'innovation et un soutien technique.	NBC Mozambique Micro Insurance Compagnie d'assurance ; Mozambique ; Produits combinés	NBC Mozambique Microassurance est le premier et le seul microassureur enregistré au Mozambique offrant à la fois des produits d'assurance vie et non-vie. Le projet porte sur la conception de la couverture obsèques pour le plan de retraite individuel de Moçambique Previdente.
AXA Mansard Compagnie d'assurance ; Nigéria ; Santé ; Produits combinés	Le projet aide AXA à développer un large portefeuille de produits et une stratégie de distribution ciblant les ménages à faibles revenus.	MicroEnsure Intermédiaire Régional ; Produits combinés ; Numérique	Le projet explore de nouveaux canaux de distribution tels que les agents, les centres d'appels et les places de marché numériques, ainsi que de nouvelles approches pour l'éducation numérique et le marketing auprès des clients potentiels.
Barry Callebaut Société de commerce du cacao ; Côte d'Ivoire ; Agriculture ; Produits combinés	Le projet vise à compléter l'offre de Barry Callebaut en matière de financement agricole par des solutions d'assurance. Le Programme Impact Insurance fournit un appui à la conception et à la fourniture de produits d'assurance utiles.	NHIA Organisme public d'assurance-maladie Ghana Santé ; Numérique	La NHIA (National Health Insurance Authority) gère le régime national d'assurance maladie du Ghana. Le projet consiste à dématérialiser le processus de renouvellement pour permettre aux membres de renouveler leur adhésion via leur téléphone portable.
Britam Compagnie d'assurance ; Kenya ; Numérique ; Produits combinés	Le projet réalise un audit de tous les produits et processus de micro-assurance et identifiera les gains d'efficacité possibles. Il assure la pérennité du département de micro-assurance et lui permet de servir un plus grand nombre de clients à faibles revenus.	Nyala Compagnie d'assurance ; Éthiopie ; Produits combinés ; Agriculture	Le projet aide Nyala à mettre en œuvre une stratégie de microassurance plus globale, au-delà de l'agriculture, et à travailler avec un ensemble d'agréateurs en Éthiopie pour servir les micro-entreprises.
CNAAS Assureur public-privé ; Sénégal ; Agriculture	Le projet réalise une évaluation des distributeurs afin d'identifier les canaux les plus appropriés et de renforcer la capacité de leur direction à mieux comprendre comment l'assurance peut réduire les risques auxquels sont confrontés les institutions et leurs clients.	Kifiya Prestataire de services technologiques ; Éthiopie ; Produits combinés ; Numérique	Ce projet aide la nouvelle offre d'assurance agricole de Kifiya, lancée en partenariat avec le ministère éthiopien de l'Agriculture et quatre assureurs privés, à accroître son échelle et atteindre la rentabilité ; il doit également soutenir l'introduction de nouveaux produits d'assurance bétail, santé et obsèques.
Equity Bank Institution financière ; Kenya ; Produits combinés	Ce projet appuie la nouvelle stratégie numérique d'Equity Insurance Agency afin de faciliter l'accès à l'assurance et son utilisation par les segments à faibles revenus et le marché de masse. Les principales activités identifiées sont : l'offre d'assurance par le biais d'une plateforme numérique ; l'offre d'un produit d'assurance mobile gratuit par Equitel ; et la numérisation des procédures d'administration de l'assurance.	SUNU Compagnie d'assurance ; Côte d'Ivoire ; Produits combinés ; Numérique	Le projet aide SUNU à fournir une assurance vie au segment à faibles revenus au-delà des clients mobiles, avec de nouveaux partenaires de distribution tels que les agroentreprises, les institutions financières et les organisations sociales.
Ford Foundation Bailleur de fonds Inde Agriculture	Le projet vise à améliorer la compréhension et la mise en œuvre des services d'assurance et des mécanismes de sensibilisation appropriés afin de faciliter l'accès des agriculteurs et des travailleurs agricoles aux programmes d'assurance gouvernementaux.		

Acronymes et abréviations

AADFI	Association of African Development Finance Institutions
AFI	Alliance for Financial Inclusion (Alliance pour l'inclusion financière)
ANETI	Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant (Tunisie)
AT	Assistance technique
BoZ	Central Bank of Zambia (Banque centrale de Zambie)
CBE	Central Bank of Egypt (Banque centrale d'Égypte)
EIA	Equity Insurance Agency
FAMOS Check	Female And Male Operated Small Enterprises Check
IFD	Institution financière de développement
KUR	Kredit Usaha Rakyat
MCB	Mwalimu Commercial Bank
MCII	Munich Climate Insurance Initiative (Initiative de Munich sur l'assurance climatique)
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NHIS	National Health Insurance Scheme (Régime national d'assurance-maladie du Ghana)
OESS	Organisation d'économie sociale et solidaire
PME	Petites et moyennes entreprises
SPTF	Social Performance Task Force
TTU	Tanzania Teachers Union
UMI	UltraMikro
USSPM	Universal Standards of Social Performance Management (Normes universelles de gestion de la performance sociale)

Supports de connaissances en 2018

EMERGING INSIGHTS

El 138: Le meilleur de 2017

Thème: Améliorer la valeur

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 139: Aider les agriculteurs à gérer les risques liés au changement climatique

Thème: Agriculture, Autres canaux

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 140: Le design thinking au service des régimes de santé publics

Thème: Santé, Améliorer la valeur, Renouvellement, Traitement des transactions

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 141: Un pas vers une meilleure assurance agricole indiciaire

Thème: Agriculture, Améliorer la valeur

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT, AMA Innovation Lab et EA Consultants

El 142: Exploiter concrètement les données clients

Thème: Demande, Développement de produit

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 143: Santé et solutions financières

Thème: Santé, Services à valeur ajoutée

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 144: Quel est votre Emerging Insight préféré ?

Thème: Impact

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 145: L'art et la science de la responsabilité

Thème: Améliorer la valeur, Renouvellement, Traitement des sinistres, Collecte des primes, Adhésion, Vente, Promotion, Développement de produit

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 146: Gestion du changement

Thème: Viabilité de l'activité, Modèles économiques

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 147: Dix ans d'intervention du Programme Impact Insurance

Thème: Services à valeur ajoutée, Agriculture, Produits mixtes

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 148: Passer au numérique : par où commencer ?

Thème: Opérateurs de réseaux mobiles, Interface client

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 149: Les réalités financières des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire

Thème: Santé, Agriculture, Améliorer la valeur, Demande, Vie

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 150: Dix ans, huit tendances : quelles perspectives d'avenir pour l'assurance inclusive ?

Thème: Produits mixtes, Impact

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT et Cenfri

El 151: Concevoir une stratégie digitale

Thème: Modèles économiques, Interface client

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 152: Création d'un produit d'assurance agricole hybride en Ethiopie

Thème: Agriculture

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

ÉTUDES DE CAS

Programme Impact Insurance de l'OIT. 2018. [Dix ans d'intervention du Programme Impact Insurance](#), Case Brief 11

Dalal, A. ; Merry, A. ; Gopalakrishna, I. 2018. [Equity Insurance Agency](#), Case Brief 12

Programme Impact Insurance de l'OIT. 2018. [The future of Impact Insurance](#), Case Brief 13

Dalal, A. ; Merry, A. ; Sing'oei, E. 2018. [Kifiya Financial Technology](#), Case Brief 14

BRIEFING NOTES

Morgan, L. ; Churchill, C. 2018. [Inclusion financière et santé](#), Briefing Note 41.

Fonseca, C. ; Churchill, C. 2018. [Offrir des services d'assurance responsables](#), Briefing Note 42.

Dalal, A. ; Morgan, L. ; Roux, C. ; Sharma, S. 2018. [Make change happen: Getting insurance providers ready to better serve low-income households](#), Briefing Note 43.

BRIEFS

Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce (AATIF). 2018. [Tanganda Tea Company Ltd. \(TTCL\), Zimbabwe](#), Impact Brief 1

Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce (AATIF). 2018. [Agrivision Zambia Ltd., Zambia](#), Impact Brief 2

Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce (AATIF). 2018. [WIENCO Ltd. - Cocoa Outgrowers Scheme, Ghana](#), Impact Brief 3

Programme Impact Insurance de l'OIT. 2018. Introduction to impact investing, Social Finance Brief 13

RAPPORTS

Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce. 2018. [AATIF Annual Report 2017/18](#)

PAPERS

Fonseca, C. ; Churchill, C. 2018. [Providing insurance responsibly](#), Microinsurance Paper 52.

Dalal, A.; Morgan, L.; Roux, C.; Sharma, S. 2018. [Make change happen - Getting insurance providers ready to better serve low-income households](#), Microinsurance Paper 53.

Morgan, L.; Churchill, C. 2018. [Financial inclusion and health](#), Social Finance Working Paper 74.

Elmer, P.; Mariño, M.; Richter, P.; Zhang, E. 2018. [Innovative finance - Putting your money to \(decent\) work](#), Social Finance Working Paper 75.



L'équipe du Programme



Valerie Breda
Expert technique

Valérie est responsable des travaux du programme Finance solidaire portant sur la finance inclusive pour les travailleurs et les jeunes, les coopératives financières, l'économie sociale et solidaire et le paiement des salaires par voie numérique.



Camila Castaneda Quintero
Expert technique junior

Camila soutient le travail du programme Finance solidaire sur l'investissement d'impact, notamment les activités de l'AATIF.



Craig Churchill
Chef

Craig dirige le programme Finance solidaire de l'OIT.



Aparna Dalal
Expert de la recherche

Basée à Hong Kong (Chine), Aparna dirige l'initiative de recherche et d'innovation du Programme Impact Insurance. Elle travaille principalement sur les services mobiles et la combinaison de l'assurance avec d'autres services financiers.



Camyla Fonseca
Chargée de la gestion des connaissances

Camilla est responsable de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités du Programme Impact Insurance.



Nalina Ganapathi
Assistante administrative principale

Nalina soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.



Yousra Hamed
Expert technique

Yousra dirige le programme international de Finance solidaire sur l'éducation financière, l'inclusion financière des travailleurs migrants, des réfugiés et des contextes fragiles, ainsi que sur l'accès au financement par le biais des associations d'employeurs.



Aida F. Lindmeier
Responsable
des programmes
et des partenariats

Aida est chargée des relations et des partenariats du Programme Impact Insurance avec les bailleurs de fonds, de la communication institutionnelle et des opérations. Elle gère également le programme de collaborateurs associés.



Margarita Lalayan
Responsable
de programme

Basée à Turin (Italie), Margarita est en charge du renforcement des capacités en finance solidaire au Centre international de formation de l'OIT, notamment des programmes de formation renommés *Making Microfinance Work*.



Mónica Mariño
Expert technique junior

Mónica soutient le travail du programme Finance solidaire sur la finance innovante en effectuant des recherches de fond et en répertoriant les bailleurs de fonds potentiels. Elle appuie également les travaux sur l'investissement durable et la gestion des risques sociaux et environnementaux.



Lisa Morgan
Expert technique

Lisa est responsable du travail du Programme Impact Insurance portant sur l'assurance santé dans les secteurs public et privé et apporte sa contribution dans les domaines de la santé mobile, de l'analyse actuarielle et du développement de la stratégie.



Owais Parray
Conseiller technique
principal

Basé à Jakarta (Indonésie), Owais supervise la mise en œuvre du projet PROMISE IMPACT en Indonésie.



Pranav Prashad
Expert technique

Pranav dirige le travail du Programme Impact Insurance sur l'assurance agricole, les canaux de distribution alternatifs et les services mobiles. Il est également le point focal du Programme pour le développement du marché en Asie.



Patricia Richter
Expert technique

Patricia gère la collaboration du programme Finance solidaire avec l'AATIF. Elle dirige également les travaux plus vastes de l'unité sur l'investissement durable et la finance innovante.



Victor Hugo Sanchez Valverde
Assistant administratif

Victor soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.



Miguel Solana
Expert technique

Miguel appuie le Programme Impact Insurance en apportant une expertise technique sur l'assurance catastrophe et les modèles de distribution alternatifs. Il est le point focal du Programme pour le développement des marchés en Afrique.



Joost Tijdink
Chargé de la gestion des connaissances

Joost appuie les activités de gestion des connaissances et de renforcement des capacités du Programme Impact Insurance, notamment sur les aspects de communication et de diffusion.

Des stagiaires ont apporté un appui précieux au Programme Impact Insurance en 2018. Remerciements particuliers à Julie Lund pour son engagement.

Nous tenons à remercier Alice Merry y Moussa Dieng pour leur remarquable contribution au fil des années de collaboration.

Les collaborateurs associés du Programme Impact Insurance



Daniel McGree

Daniel est accueilli par
Grace Kennedy (GK)
General Insurance
(Kingston, Jamaïque)



**Indira
Gopalakrishna**

Indira est accueillie par
Equity Insurance Agency
(Nairobi, Kenya)



Shilpi Nanda

Shilpi est accueillie par
la National Health
Insurance Authority
(Accra, Ghana).



Tang Khai Sheng

Khai Sheng est accueilli
par AXA Indonesia
(Jakarta, Indonésie).



Pietro Magnoni

Pietro est accueilli par
NBC Moçambique
Companhia de Micro
Seguros, S.A (Maputo,
Mozambique).

Nous tenons à remercier Adriana Sanchez (accueillie par NBC Mozambique) et les collaborateurs associés qui ont terminé le programme l'année dernière – Enock Sing'oei (accueilli par Kifiya en Ethiopie), Olisa Gravney (accueillie par Nyala Insurance en Ethiopie), Queenie Chow (accueillie par MicroEnsure au Kenya), Sarfraz Shah (accueilli par APA Insurance au Kenya),

Saurabh Sharma (accueilli par Britam au Kenya), Marieme Ba (accueillie par AXA Mansard au Nigéria) et Edgar Aguilar (accueilli par Barry Callebaut en Côte d'Ivoire) – pour leur contribution remarquable aux activités de leurs organisations hôtes via notre Programme de collaborateurs associés en 2017/18.



**Programme Finance solidaire
Département Entreprises
Organisation internationale
du travail**

4, route des Morillons

CH-1211 Genève 22

Suisse

Tel.: +41 22 799 8056

Email: socialfinance@ilo.org

impactinsurance@ilo.org

Web: www.ilo.org/socialfinance

www.ilo.org/impactinsurance

Ce Rapport annuel présente les activités du programme Finance solidaire de l'OIT en 2018. Dans une perspective de justice sociale, le programme Finance solidaire travaille avec le secteur financier pour faciliter sa contribution à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT. Dans cette perspective, il collabore avec des banques, des institutions de microfinance, des coopératives de crédit, des assureurs, des investisseurs et d'autres acteurs afin de tester de nouveaux produits, approches et processus financiers. Le Programme Impact Insurance contribue à ce travail en aidant le secteur de l'assurance, les gouvernements et leurs partenaires à concrétiser le potentiel de l'assurance en termes de développement économique et social.

ISBN 978-92-2-133434-7



9 789221 334347